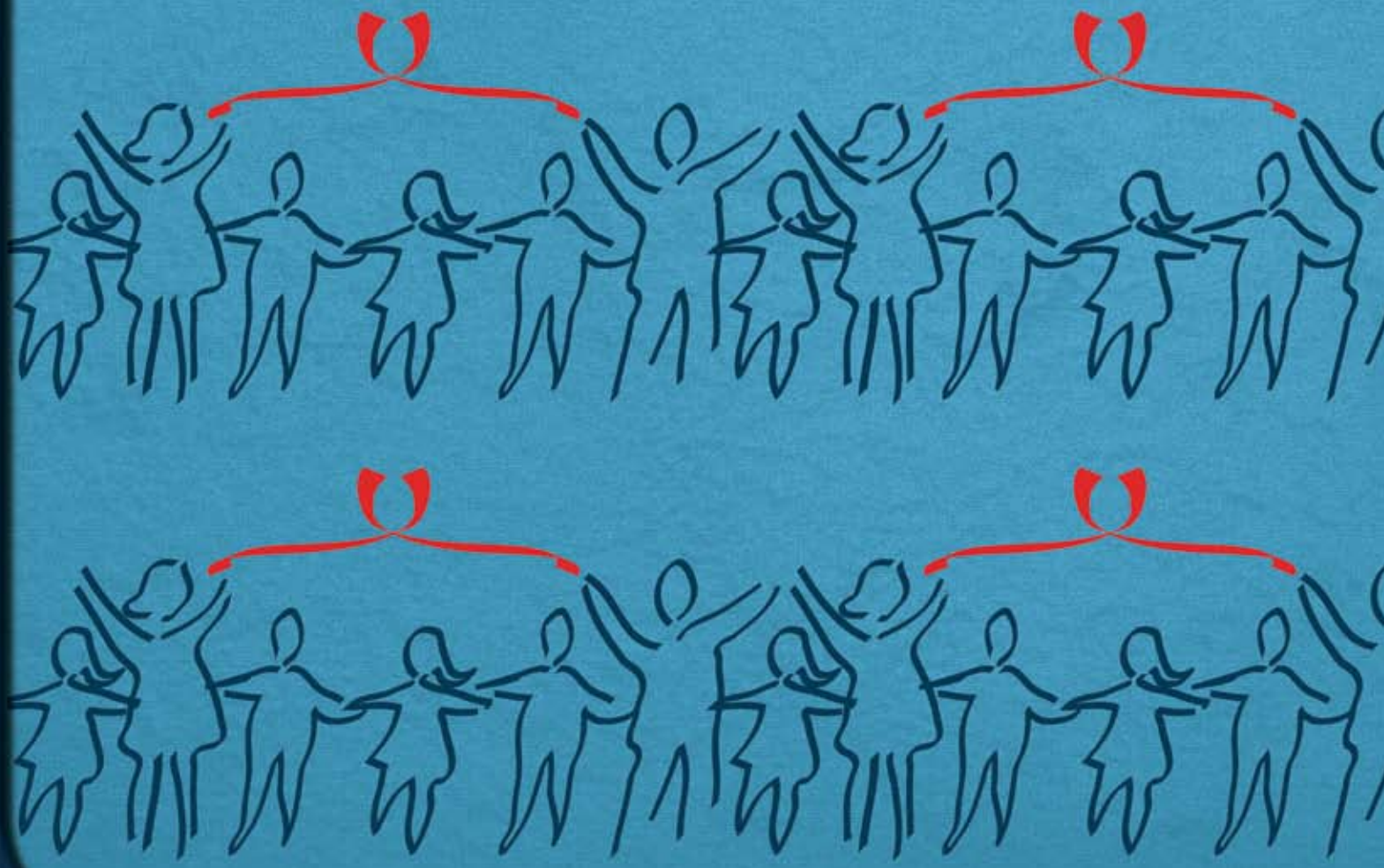
Agence canadienne de développement international
Canadian International Development Agency

LA PARTICIPATION DES ENFANTS AUX EFFORTS HUMANITAIRES :

Leçons tirées de l'expérience vécue dans les zones des conflits armés



Canada

La participation des enfants aux efforts humanitaires : leçons tirées de l'expérience vécue dans les zones de conflits armés

Unité des droits et de la protection des enfants

Direction des droits de la personne et participation

Direction générale des politiques
Agence canadienne de développement international

Agence canadienne de développement international (ACDI)
200, promenade du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0G4
Canada

Téléphone :
819-997-5006 1-800-230-6349 (sans frais)
Ligne pour les malentendants et les personnes
ayant des difficultés d'élocution :
819-953-5023 1-800-331-5018 (sans frais)

Télécopieur : 819-953-6088
Site Web : www.acdi.gc.ca
Courriel : info@acdi-cida.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2006

Nº de catalogue : CD4-42/2007F-PDF
ISBN : 978-0-662-73655-4

Imprimé au Canada

Table des matières

Sigles et acronymes iv

Remerciements v

Sommaire vi

Introduction 1
- **Raison d'être du projet** 1
- **Définitions et cadre général** 2
- **Régions étudiées** 5
  - ***L'Est du Sri Lanka (de mars à mai 2002)*** 5
  - ***La Cisjordanie et la bande de Gaza (de juin à juillet 2002)*** 6
  - ***Le Népal (de mars à avril 2003)*** 7
- **Recherche sur le terrain** 9

Avantages et défis de la participation 10
- **Raison d'être du projet** 10

1. Avantages : protection 10
- **1.1** *L'autonomisation personnelle* 11
- **1.2** *Les relations* 12
- **1.3** *La réaction aux mauvais traitements* 13
- **1.4** *L'accès aux services de base* 14
- **1.5** *L'identité communautaire* 14
- **1.6** *Le jeu et les activités récréatives* 15
- **1.7** *Le bien-être psychosocial* 16

2. Avantages : consolidation de la paix 20
- **2.1** *La consolidation de la paix pensée par les adultes* 20
- **2.2** *La participation et la consolidation de la paix* 21
  - 2.2.1 Les échanges intercommunautaires 21
  - 2.2.2 La prise en compte des causes du conflit 22

3. Défis : risques de la participation 23
- **3.1** *Les risques associés à la sécurité* 23
- **3.2** *Les effets négatifs directs* 24

4. Défis : effet d'entraînement 25

Conclusion : principales recommandations 27

Sigles et acronymes

ACDI	Agence canadienne de développement international
ALNAP	Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Assistance (réseau pour l'apprentissage actif sur la responsabilité et le rendement en matière d'action humanitaire)
AP	Autorité palestinienne
ASL	Armée du Sri Lanka
EPMR	Évaluation participative en milieu rural
ESCO	Eastern Self-Reliant Community Awakening Organization
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
INTRAC	Centre international de recherche et de formation pour les ONG
PAM	Programme alimentaire mondial
PCN	Parti communiste du Népal (maoïste)
PYALARA	Palestinian Youth Association for Leadership and Rights Activation (association des jeunes Palestiniens pour le leadership et l'exercice des droits)
SAPI	South Asia Partnership International (partenariat international pour l'Asie du Sud)
SCN	Save the Children — Norvège
SCUK	Save the Children — Royaume-Uni
TDH	Terre des hommes
TLET	Tigres de libération de l'Eelam tamoul
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Remerciements

La rédaction de ce document et la recherche sur laquelle il est basé ont été rendues possibles grâce au soutien généreux de l'Unité des droits et de la protection des enfants de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Je remercie tout particulièrement Gail Cockburn et Martha Nelems pour leur aide précieuse et leurs multiples encouragements. Pour sa part, le South Asia Partnership International, ou SAPI (partenariat international pour l'Asie du Sud), a bien voulu s'occuper de certains aspects pratiques du projet à partir de ses bureaux de Colombo. En Grande-Bretagne, Brian Pratt et Jerry Adams, de l'INTRAC, ont offert leur inestimable soutien. Je suis particulièrement reconnaissant à Jo Boyden, du Centre d'études sur les réfugiés de l'Université d'Oxford, qui a mis au point et supervisé ce projet. Par ailleurs, les fonds accordés par la Fondation Andrew W. Mellon du Centre d'études sur les réfugiés m'ont permis d'entreprendre des activités de diffusion liées à ce projet.

Le travail sur le terrain a été mené par intermittence entre mars 2002 et avril 2003. Dans chacune des trois régions visitées pour cette recherche, j'ai eu la chance de bénéficier de l'appui d'une organisation œuvrant pour les enfants, à savoir Save the Children — Norvège (SCN), au Népal et au Sri Lanka, ainsi que de l'UNICEF en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Je remercie le personnel de ces organisations, qui a énormément facilité et enrichi ma recherche. Je tiens à souligner en particulier la participation de Chandrika Khatiwada, du bureau de SCN à Kathmandou, avec qui j'ai travaillé à l'étude sur le Népal, de même que de Jude Simion et Felician Thayalaraj, qui m'ont épaulé au Sri Lanka.

En plus de ces organisations, plusieurs autres établies dans les trois régions étudiées m'ont gracieusement fait profiter de leurs points de vue et de leur documentation, m'accordant du temps malgré leur énorme charge de travail. Mais je ne peux nommer et remercier individuellement toutes les personnes et organisations qui m'ont appuyé, car la liste serait trop longue.

Finalement, je tiens à exprimer ma gratitude aux enfants et adolescents des trois régions visées qui m'ont rencontré afin de me relater leurs expériences, me décrire leurs activités et me parler de leurs préoccupations et de leurs aspirations. Dans certains cas, ces jeunes ont dû parcourir plusieurs kilomètres, souvent à pied. Dans d'autres, ils ont dû passer par des postes de contrôle, puis rentrer chez eux en toute hâte avant le couvre-feu. Leur force et leur bonne humeur en dépit des conditions très dures dans lesquelles ils vivent témoignaient des effets positifs que peuvent avoir les activités participatives dans leur vie. J'espère que ce document stimulera le soutien à de telles activités, pour qu'un plus grand nombre encore de jeunes victimes d'un conflit armé ainsi que déplacées puissent en bénéficier.

S'il est vrai qu'un grand nombre de personnes et d'organisations m'ont généreusement aidé dans ma recherche, les points de vue exprimés dans ce document sont strictement les miens. Il ne faut donc pas présumer que les organisations ou personnes en question y adhèrent.

Jason Hart
Centre d'études sur les réfugiés
Université d'Oxford

Sommaire

Ce document porte sur les avantages et les défis de la participation des enfants aux efforts humanitaires. Les conclusions tirées et les analyses faites sont basées sur l'étude de projets menés dans trois régions différentes : l'Est du Sri Lanka, la Cisjordanie et la bande de Gaza, ainsi que le Népal. Ces projets font généralement appel au concours d'adolescents âgés entre 12 et 18 ans et sont soutenus par des organisations internationales et locales. Cette étude est aussi fondée sur les observations de diverses personnes issues des milieux universitaires, d'organismes donateurs et d'organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Un peu partout dans le monde, on s'efforce de plus en plus de susciter ou d'élargir la participation des enfants aux activités des organismes de développement. Une certaine réticence demeure, cependant, à l'idée que les enfants participent aux interventions humanitaires, particulièrement dans le contexte des conflits armés, qui amènent l'instabilité. Ici, l'accent est mis avant tout sur la fourniture de services aux enfants et sur la protection des enfants par le personnel des organisations et par les adultes mobilisés au sein des collectivités. La participation peut être jugée trop risquée ou simplement non essentielle en temps de crise. Néanmoins, comme nous allons le voir, la participation des enfants peut être un moyen crucial d'améliorer la protection et de rendre plus efficaces les mesures de consolidation de la paix. De plus, il semblerait que, quand on leur en donne la chance, les jeunes sont capables de contribuer véritablement à l'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leur collectivité.

Dans la première partie, nous expliquerons les objectifs de cette étude, nous donnerons une vue d'ensemble des trois régions où ont été réalisées les études et nous décrirons brièvement comment cette recherche a été faite. En particulier, nous examinerons les problèmes et les possibilités que les conflits armés peuvent amener pour les enfants et démontrerons que des projets participatifs peuvent et doivent être élaborés afin de permettre aux enfants de régler ces problèmes et de saisir ces possibilités.

La majeure partie de ce document traite des avantages et des défis de la participation des enfants. Les avantages sont liés à deux notions distinctes (mais interreliées) : la protection et la consolidation de la paix. Notre analyse de la protection se divise en sept volets : 1) l'autonomisation personnelle; 2) les relations; 3) la réaction aux mauvais traitements; 4) l'accès aux services de base; 5) l'identité communautaire; 6) les jeux et les activités récréatives; 7) le bien-être psychosocial. Pour chacun de ces volets, et dans le contexte de la consolidation de la paix, nous donnerons des exemples qui démontrent le rôle positif que les enfants peuvent jouer quand leur participation est soutenue de manière efficace.

En ce qui a trait aux défis, l'analyse sera principalement axée sur les risques que peuvent courir les participants. Ces risques peuvent être environnementaux, c'est-à-dire être attribuables aux réactions de personnes de l'extérieur à la participation des enfants. Ils peuvent aussi découler directement de la participation à certaines activités. Dans la partie du rapport portant sur le sujet, nous mettrons en lumière ce qui doit être fait afin d'optimiser les effets positifs de la participation des enfants.

Enfin, dans la conclusion, nous formulerons diverses recommandations. Bien que celles-ci soient liées aux projets réalisés dans les trois régions visées par l'étude, nous espérons qu'elles inciteront à la réflexion les organisations qui souhaitent mettre sur pied des programmes favorisant la participation des enfants ou élargir ceux qui existent. Voici le résumé de ces recommandations :

Résumé des recommandations

- Mettre en relation la participation des enfants et la protection, sous un angle positif.
- Acquérir une bonne connaissance des conditions historiques, culturelles et sociales associées à la participation des enfants.
- Adopter une attitude proactive par rapport aux donateurs afin de soutenir la participation des enfants.
- Travailler avec d'autres organisations afin d'arriver à un fort consensus sur l'éthique, les méthodes et les concepts liés à la participation des enfants dans les cas de conflits armés.
- Commencer chaque projet par une analyse sur place, réalisée avec les enfants et les autres membres de la collectivité.
- Voir à ce que la sécurité et le bien-être des participants et du personnel de soutien demeurent toujours la principale préoccupation.
- Adopter une approche graduelle de l'élaboration des activités.
- Favoriser la participation des enfants en faisant appel aux familles et aux membres de la collectivité.
- Susciter une collaboration étroite entre les organisations locales et les organisations internationales afin de soutenir les participants et d'assurer leur sécurité.
- Permettre au personnel et aux participants de prendre part régulièrement à des activités de formation afin d'améliorer leurs capacités.
- Encourager les enfants à assumer des responsabilités dès que l'occasion se présente et à chaque étape du cycle du programme, y compris la gestion des ressources.
- Offrir un soutien continu aux activités des enfants.
- Faire le lien entre les projets menés par les enfants et le contexte plus large de la société civile et de la gouvernance locale.
- Encourager et promouvoir une culture de la participation au sein même de l'organisation.

Voir en page 27 le détail des recommandations.

Introduction

Raison d'être du projet

Ces dernières années, la participation des membres des collectivités dans le développement est de plus en plus une priorité pour les organisations internationales et locales travaillant dans les pays en développement. Or, la plupart des participants sont des adultes. La participation des enfants, au contraire, continue de préoccuper essentiellement les organisations dont le travail est axé sur les enfants (mais pas toutes ces organisations). Ces organisations sont habituellement motivées par l'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies, qui porte sur le droit qu'ont les enfants de participer aux décisions qui peuvent influer sur leur vie. Leurs activités liées à ce droit ne sont qu'un des aspects de ce qu'on appelle l'*approche axée sur les droits*. Certains pensent que le droit à la participation n'est pas qu'un but en soi, mais aussi un moyen vital de concrétiser d'autres droits.

En 2002, l'ALNAP[1], un forum d'organisations internationales qui travaille à l'amélioration de l'apprentissage et de la responsabilisation au sein même du système humanitaire, a commandé une recherche dans six pays afin d'évaluer les avantages de la participation à l'action humanitaire. Aujourd'hui, c'est peut-être l'effort le plus concerté et conscient qu'ont fait les Nations Unies et les organisations internationales pour se pencher sur les défis et les avantages potentiels de la participation dans les situations d'urgence. Gardant à l'esprit la nécessité de faire en sorte que cette nouvelle orientation tienne compte des jeunes, l'Unité de la protection des enfants de l'ACDI a généreusement offert des fonds pour des études de cas connexes axées expressément sur la participation des enfants dans trois pays[2]. La première a été réalisée de mars à mai 2002 au Sri Lanka. A suivi une étude en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en juin-juillet 2002. La troisième et dernière étude a été menée en mars-avril 2003 au Népal.[3]

Ce projet, qui vise à inciter les organisations humanitaires à tenir compte de la participation des enfants, a été motivé par des préoccupations bien particulières. Premièrement, certains croient que la promotion de la participation significative des enfants peut s'accompagner de contraintes : elle ferait entrer en jeu des compétences particulières, des considérations d'ordre éthique et certaines méthodes. C'est pourquoi le travail sur le terrain dans les trois régions a porté sur l'expérience et la perception du personnel des organisations quant aux pratiques actuelles de mise en œuvre et de soutien des projets participatifs réalisés avec les enfants.

Deuxièmement, il paraissait nécessaire de documenter les bonnes pratiques utilisées dans différentes circonstances. Dans un contexte marqué par la guerre et le déplacement des populations, les organisations humanitaires ont tendance à fournir des services de base aux enfants et à leurs familles. Or, l'information sur les activités auxquelles les enfants participent régulièrement pourrait nous amener à conclure que, contrairement à ce qu'on croit, les jeunes ne sont pas que des victimes passives en pareilles circonstances. Nous espérions que les études sur le terrain nous permettraient de remettre en question la croyance populaire, à savoir que les enfants ne sont pas capables de prendre des mesures qui leur permettraient d'améliorer leur situation et celle de leurs pairs, de leurs familles et de leurs collectivités. En effet, comme ce document le montre, nous avons trouvé dans chacun des trois pays des exemples d'enfants qui prennent les choses en main dans ce but précis.

---

1. ALNAP = Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Assistance (réseau pour l'apprentissage actif sur la responsabilité et le rendement en matière d'action humanitaire).
2. L'édition la plus récente du Manuel Sphère (2004), qui énonce les normes minimales que doivent respecter les organisations qui réagissent à des catastrophes, mentionne la nécessité de faire participer les enfants aux différentes étapes des projets (p. 11). Voir aussi l'édition en ligne <www.sphereproject.org/index/php>.
3. Les trois études de cas peuvent être consultées sur le site Internet de l'INTRAC : <www.intrac.org>.

Fait plus important cependant, nous voulions déterminer les avantages potentiels que la participation à de telles mesures peut apporter aux enfants eux-mêmes. En cela, nous avons cherché à rassembler des données qui pourraient encourager la collectivité humanitaire internationale, ainsi que les donateurs, à s'attarder davantage à la valeur potentielle de l'approche participative pour travailler avec les enfants – spécialement ceux qui sont frappés par un conflit armé.

En ce qui concerne l'âge des jeunes gens que nous avons rencontrés, la majorité avaient entre 12 et 18 ans. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza plus particulièrement, certaines discussions ont été menées avec de jeunes femmes et jeunes hommes plus vieux, mais qui participaient toujours, souvent en tant que mentors ou conseillés, à des projets dont ils avaient eux-mêmes été membres. Selon toute vraisemblance, les personnes de cette tranche d'âge reflétaient bien l'orientation courante de la plupart des organisations axées sur les enfants. Il semblerait que « la participation des enfants », explicite ou non, soit l'affaire des adolescents davantage que des jeunes enfants. La participation des pré-adolescents peut amener des possibilités ou des défis particuliers. Il faut avoir une idée claire et des compétences techniques précises pour promouvoir efficacement la participation de ce groupe d'âge, ce dont nous sommes encore loin semble-t-il.

Définitions et cadre général

Pour mener à bien ce projet nous avons adopté la définition d'« action humanitaire » propre à l'ANALP, que voici : mesures d'assistance, de protection et de défense des droits prises objectivement en réponse aux besoins humanitaires découlant de crises politiques et de catastrophes naturelles complexes. Les activités observées différaient inévitablement de par leur nature, reflétant à la fois les besoins directement attribuables aux conflits et les conditions sociales, économiques, matérielles, culturelles et politiques particulières. À la section 1.3, nous décrirons brièvement les facteurs contextuels les plus pertinents dans chacun des trois pays où la recherche a été conduite.

Dans cette étude, le terme « participation » fait référence aux activités de diffusion de l'information, de consultation, de prise de décisions, de mise en œuvre ou de contrôle des ressources faisant intervenir d'une manière ou d'une autre les bénéficiaires de l'action humanitaire. Les différentes facettes de cette participation représentent souvent une gradation dans l'apport des bénéficiaires aux projets, comme suit :

- Diffusion de l'information : donner une information minimale aux populations affectées sur les mesures et les décisions les concernant.
- Consultation : un certain degré de consultation auprès des bénéficiaires selon les grandes lignes du programme.
- Prise de décisions : participation directe des populations affectées aux décisions prises au cours d'un projet.
- Mise en œuvre : participation aux activités concrètes liées à la réalisation du projet en question.
- Contrôle des ressources : contrôle exercé à l'égard des ressources du projet par les populations bénéficiaires qui prennent toutes les décisions importantes concernant ces ressources et toute nouvelle initiative[4].

5. INTRAC, *Research Priorities for ALNAP's Global Study on Consultation with and Participation by Beneficiary and Affected Populations in Planning, Managing, Monitoring and Evaluating Humanitarian Aid* (priorités de recherche pour l'étude globale de l'ALNAP sur la consultation et la participation des bénéficiaires et des populations touchées à la planification, à la gestion, au suivi et à l'évaluation de l'aide humanitaire), Oxford, 2001.

Les deux principales raisons qu'ont les organisations de stimuler la participation aux programmes peuvent être qualifiées l'une d'« instrumentale » et l'autre de « transformatrice ». La première se base sur l'hypothèse selon laquelle la participation des intéressés améliore l'efficacité et l'efficience des interventions humanitaires, de même que la responsabilisation connexe. En d'autres mots, la participation est vue comme un moyen pour arriver à une fin, celle-ci étant l'exécution de projets efficaces.

À l'inverse, pour d'autres organisations, la participation est principalement un moyen de permettre aux populations affectées de contrôler davantage leur vie et d'amener des modifications structurelles dans la société aboutissant à des changements positifs et durables. L'« autonomisation » des membres de la collectivité se manifeste par la possibilité qu'ont ces derniers :

- d'exercer des choix et d'avoir un plus grand contrôle sur leur vie;
- d'agir de manière à pouvoir améliorer leur situation;
- de jouer un rôle actif dans les processus politiques et communautaires;
- d'établir des relations qui favorisent la paix et le développement, la sécurité et l'amélioration générale de la collectivité au sens large;
- d'améliorer l'accès aux ressources, aux services et aux moyens leur permettant de s'assurer des modes de subsistance[5].

Dans les milieux du développement, on commence à parler des avantages de la participation des enfants par rapport à l'efficacité des projets[6]. Toutefois, les organisations semblent mettre l'accent avant tout sur la possibilité que les projets participatifs permettent de transformer la vie des enfants. Les processus grâce auxquels cela pourrait se faire, la gamme des résultats possibles et les effets de la participation des enfants sont des points qui commencent à retenir l'attention[7]. Ceci dit, plusieurs des dimensions de l'autonomisation mentionnées précédemment vont au-delà des objectifs de la plupart des programmes mis en place par les organisations œuvrant pour les enfants. Les deux premiers de ces objectifs sont probablement les seuls qui sont habituellement définis de manière explicite. Pour les besoins de cette étude, cependant, nous nous sommes penchés sur l'incidence réelle ou potentielle des projets par rapport aux cinq dimensions de l'autonomisation.

Nous avons opté pour cette perspective globale notamment en raison de l'idée que nous nous faisons des changements que les conflits armés amènent souvent dans la vie des enfants au quotidien[8]. Toute proposition visant la participation des enfants à l'action humanitaire en temps de conflit doit être examinée en fonction

5. Voir aussi INTRAC, *Participatory Tools for Food Security* (outils de participation pour assurer la sécurité alimentaire), rapport provisoire rédigé pour le PAM, <www.intrac.org>.
6. B. Phillips, *The End of Paternalism? Child Beneficiary Participation and Project Effectiveness* (la fin du paternalisme : la participation bénéfique des enfants et l'efficacité des projets), La Haye : ISS, 2000. Aussi publié dans *The Oriental Anthropologist*, juin 2001.
7. Pour avoir une vue d'ensemble des ouvrages consacrés à ces questions, voir L. Ackerman *et al., Understanding & Evaluating Children's Participation : A Review of Contemporary Literature* (comprendre et évaluer la participation des enfants : revue des sources contemporaines), document rédigé pour Plan UK/Plan International, 2003. <http://www.plan-uk.org/action/childrenindevelopment>.
8. Voir par exemple G. Machel, *Impact of Armed Conflict on Children* (impact des conflits armés sur les enfants), UNICEF, 1996 – www.unicef.org; J. Boyden *et al.*, « Children Affected by Armed Conflict in South Asia: A Review of Trends and Issues Identified by Secondary Research » (les enfants victimes de conflits armés en Asie du Sud : analyse des tendances et des problèmes recensés dans les recherches secondaires), *Working Paper*, nº 7, Centre d'études sur les réfugiés, Université d'Oxford (2002) <www.rsc.ox.ac.uk>.

de ces changements ainsi que des besoins ou problèmes nouveaux, et même des occasions qui peuvent ensuite s'offrir aux jeunes. Cette question mérite à elle seule une analyse approfondie. Voici comment peuvent être résumés les changements potentiels résultant d'un conflit, pour les fins de notre étude :

- **Le manque de services et l'insuffisance des infrastructures**

  Les conflits armés et les déplacements de populations aboutissent en général, en ce qui concerne les enfants, à la perte ou à la réduction de l'accès à des services de santé et d'éducation adéquats. Non seulement les infrastructures existantes sont souvent détruites, mais l'expansion des services à laquelle on pourrait s'attendre est habituellement freinée. Les organismes humanitaires ont souvent un grand rôle à jouer dans la fourniture de services de santé et d'éducation aux jeunes, mais dans la plupart des cas les besoins sont beaucoup plus importants que les ressources. C'est là que les enfants, leur famille et leur collectivité peuvent jouer un rôle très utile.

- **Des rôles nouveaux ou élargis pour les enfants au sein des familles et de la collectivité**

  Ici, les enfants peuvent par exemple participer de plus près aux activités économiques, aux tâches domestiques et aux soins, et offrir un soutien physique, moral et émotionnel à leurs frères et sœurs, à leurs pairs ou aux adultes. Bien que toutes les responsabilités et tâches nouvelles n'entraînent pas plus de risques pour les enfants, ces derniers sont souvent plus susceptibles d'être exploités ou de prendre part à des activités dangereuses. La participation à des activités de type militaire ou des manifestations politiques violentes et les nombreuses fonctions accessoires associées aux groupes de combat en sont de bons exemples.

- **L'exposition des enfants à des risques plus diversifiés et plus graves**

  Les conflits armés exposent les enfants à de plus grands risques d'ordre physique, social, émotionnel et psychologique. Des préjudices physiques peuvent résulter, par exemple, de la présence de champs de mines ou d'autres armements, du risque accru de malnutrition et du manque de soins de santé adéquats, ou encore du harcèlement et des mauvais traitements de la part des forces militaires. La perte d'occasions de recevoir de l'éducation ou de se divertir, le deuil et le fait d'être déplacé, la marginalisation sociale et l'isolement croissants, voilà des facteurs qui peuvent nuire au sentiment de bien-être et compromettre le développement psychosocial harmonieux des enfants.

- **Les problèmes des familles, de la collectivité et de la société**

  Les conflits armés portent souvent atteinte aux structures sociales et institutions courantes. Les valeurs bien établies, par exemple, caractérisant les relations à l'intérieur de la collectivité et entre générations, ou entre les hommes et les femmes, peuvent être ébranlées. En outre, des pratiques reconnues sont parfois partiellement ou totalement abandonnées. Dans de telles conditions, la cohésion sociale est menacée et les capacités des réseaux de soutien et de soins sont lourdement amoindries. Il y a donc des risques évidents pour les enfants.

  Mais il est aussi possible que les enfants aient des occasions de renégocier les relations sociales et les pratiques établies de manière avantageuse. En d'autres mots, que ce soit localement ou à l'échelon de la société ou du pays, les enfants pourraient se voir donner un rôle plus important au sein des institutions qui influent directement sur leur vie; cela leur permettrait de faire entendre leurs préoccupations et leurs aspirations, qui seraient mieux prises en compte.

Dans l'ensemble, les changements qui résultent d'un conflit armé, et les défis et possibilités connexes, nous obligent à réfléchir plus à fond à l'autonomisation des jeunes. Quels que soient nos propres idéaux à l'égard de l'enfance, le fait est que la guerre et la violence politique aboutissent souvent à une plus importante participation des enfants aux activités économiques, sociales et politiques. En Afrique et en Asie notamment, l'influence de la guerre et de la violence politique à ce chapitre tient aux tendances démographiques, car le pourcentage de personnes ayant moins de 20 ans augmente rapidement. Par conséquent, les enfants sont appelés à jouer un plus grand rôle dans la société du simple fait qu'ils sont plus nombreux. Il convient donc d'examiner de plus près, à partir de l'expérience sur le terrain, dans quelle mesure les projets participatifs leur donneront les moyens de bien jouer ce rôle nouveau ou élargi, tout en réduisant les risques connexes.

Régions étudiées

L'Est du Sri Lanka de mars à mai 2002

La recherche a été conduite dans les districts de Batticaloa et d'Ampara – deux des trois districts qui forment la province de l'Est du Sri Lanka (l'autre étant Trincomalee, au nord du pays). Le conflit dans cette partie de l'île remonte à 1983, et a éclaté en raison d'émeutes et de la violence entre les collectivités. Mis à part de brefs cessez-le-feu, les affrontements violents entre les forces déployées par le gouvernement du Sri Lanka et les groupes rebelles tamouls, notamment les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (TLET), continuent depuis lors. Ces affrontements ont fait d'innombrables morts et blessés parmi la population civile et ont mené à de nombreuses infractions aux droits de la personne, entre autres des disparitions, des arrestations arbitraires, des viols et de la torture.

La population du district de Batticaloa et de celui d'Ampara, plus à l'est, est presque entièrement constituée de Tamouls et de musulmans. Les membres de ces deux groupes ont tendance à vivre séparément, soit dans des villages d'ethnies homogènes ou dans des quartiers distincts des grandes villes. Durant les deux dernières décennies, il y a eu des épisodes de violence entre les deux collectivités à intervalles réguliers, surtout au début des années 1990, période marquée par de multiples attaques et massacres.

Alors que le district d'Ampara est techniquement sous le contrôle de l'armée du Sri Lanka (ASL), Batticaloa est une mosaïque d'enclaves sous la domination tantôt du gouvernement, tantôt des TLET. Les civils qui résident dans les régions contrôlées par les TLET ont souffert en particulier du manque d'infrastructures, de la rareté des possibilités économiques et des entraves à la mobilité. De plus, ils ont subi des pressions pour soutenir les efforts militaires des TLET, qui auraient notamment pris la forme de recrutement massif d'enfants, souvent par la force.

Un cessez-le-feu entre le gouvernement du Sri Lanka et les TLET en février 2002 a mené à une baisse significative des activités militaires et des tensions parmi la population locale. Les mouvements entre les régions contrôlées par l'ASL et celles contrôlées par les TLET sont généralement beaucoup plus faciles et les investissements dans le développement des infrastructures ont amené une certaine amélioration de la qualité de vie des civils. Néanmoins, il n'y a pas encore eu d'accord de paix durable. Il semblerait que les TLET continuent d'enrôler des enfants. En outre, les relations entre collectivités, surtout entre les populations locales tamoules et musulmanes, sont toujours fragiles. Cependant, les TLET gagnent constamment du terrain en ce qui concerne le contrôle de la vie sociale, politique et économique dans les régions de l'Est qui sont sous l'égide du gouvernement.

Aux niveaux communautaire et familial, le cessez-le-feu n'a pas forcément atténué les problèmes sociaux et économiques créés ou exacerbés par le conflit. L'extrême pauvreté est toujours endémique dans cette région,

surtout dans celles qui sont contrôlées par les TLET, ce qui a entraîné une forte vague d'émigration. Un grand nombre des personnes qui ont fui leur milieu sont des femmes – dont beaucoup de mères – qui travaillent comme servantes au Moyen-Orient. Dans les villages et les villes, le tissu social est souvent gravement affaibli en raison de la suspicion et l'animosité suscitées par la participation de familles au conflit, sous une forme quelconque, et surtout par les liens entretenus avec les TLET. De plus, l'alcoolisme et le suicide sont très répandus. D'après de nombreux commentaires, cet état de choses est attribuable au sentiment de désespoir parmi les citoyens. Dans un tel climat, bien souvent, les enfants ne reçoivent pas de leurs parents ni d'autres intervenants les soins et l'attention dont ils auraient besoin.

La Cisjordanie et la bande de Gaza de juin à juillet 2002

Israël a pris le contrôle de ces régions en 1967, mais la légitimité de cet acte n'a pas été reconnue par les autres États membres des Nations Unies[9]. Le « processus de paix d'Oslo » qui avait débuté officiellement en septembre 1993 par la signature de la Déclaration de principes par les dirigeants israélien et palestinien, a commencé à vaciller sérieusement à la fin des années 1990. Les frustrations latentes des Palestiniens devant le manque de changement perceptible ont été renforcées en septembre 2000 par la visite d'Ariel Sharon au Haram al-Sharif, dans la vieille cité de Jérusalem. La violence dirigée contre les forces de l'occupation et, de plus en plus, contre les civils israéliens s'est embrasée. Bientôt, il est devenu évident qu'il ne s'agissait pas d'un accès de violence soudain, mais plutôt du point de départ d'une campagne soutenue : huit ans après la fin de la première Intifada, ou insurrection, l'Intifada al-Aqsa s'amorçait.

À l'époque de nos visites sur le terrain, au printemps 2002, les Forces israéliennes de défense étaient déployées dans toute la Cisjordanie, occupant de nouveau les territoires cédés au contrôle palestinien dans le cadre de l'Accord de Paix d'Oslo. Des milliers de maisons ont été détruites et la mobilité des biens et des gens a été entravée pendant de longues périodes. L'intégrité territoriale de la Cisjordanie et de la bande de Gaza a été effritée par l'isolement des villes et villages. Les écoles et les services de santé n'ont pas pu fonctionner normalement, et des études ont souligné un problème croissant de malnutrition. Les actions violentes des colons envers les villageois palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ont aussi caractérisé cette insurrection[10].

Les effets de l'occupation israélienne sur la fragile économie palestinienne et les mesures adoptées durant la seconde Intifada ont été dévastateurs. Depuis le début de ce soulèvement, le gouvernement israélien a resserré les restrictions, à un point tel que seulement un nombre très limité de civils vivant à Gaza a pu rentrer en Israël pour y chercher du travail. En Cisjordanie, les effets des restrictions se sont ajoutés à l'imposition du couvre-feu, qui empêche quiconque d'avoir un emploi normal, que se soit localement ou en Israël. Certains cas portent à croire que ce problème pousse encore davantage les enfants à se trouver un travail quelconque afin d'aider à nourrir la famille[11].

Les jeunes qui grandissent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza sont souvent prêts à participer au combat national. Leur conscience politique est développée à un point et à partir d'un âge qui surprend les étrangers.

---

9. On trouvera le texte des résolutions pertinentes des Nations Unies à : <http://www.miftah.org>.
10. Voir les nombreux rapports rassemblés par B'Tselem, le Centre israélien d'information sur les droits de l'homme dans les territoires occupés : <www.btselem.org>.
12. Voir par exemple « Fadhi's Summer Camp » (camp d'été de Fadhi), article de Gideon Levy paru dans Haaretz, 19 juillet 2002; « For Hire: The Boy Human Shields in Gaza's Most Desperate Town » (garçons prêts à servir de bouclier humain dans la ville la plus désolée de Gaza), article de Jonathon Steel paru dans *The Gardian*, 6 août 2002.

Ils se montrent aussi très conscients de leur rôle, en tant qu'enfants, dans les efforts déployés pour influencer l'opinion publique par l'entremise des médias[12]. Les organisations qui cherchent à travailler avec les jeunes de façon à ce qu'ils participent sont obligées de tenir dûment compte des motivations et de la conscience politique des enfants palestiniens, si elles veulent instaurer avec eux une collaboration fructueuse et soutenir la mise en place d'activités utiles.

Le Népal
de mars à avril 2003

Le travail sur le terrain au Népal a été axé sur les programmes liés à deux crises humanitaires différentes dans le pays. La première est la conséquence du conflit entre les rebelles maoïstes et les forces du gouvernement népalais qui touche un nombre croissant de districts du pays. La plupart des combats font rage dans les régions rurales, mais l'influence des maoïstes se fait de plus en plus ressentir dans les centres urbains. La deuxième crise concerne les quelque 100 000 réfugiés du Bhoutan qui résident dans sept camps au Sud-Est du pays depuis le début des années 1990. De nombreuses organisations locales et internationales ont témoigné leur soutien à cette population sous l'égide du HCR.

❖ La « guerre du peuple » des maoïstes

Le 13 février 1996, le Parti communiste du Népal (maoïste) s'est lancé dans une « guerre du peuple ». D'après les responsables du mouvement, cet événement a amené une ère nouvelle de révolution démocratique dans toutes les sphères de la société[13]. La diversité des partisans de la « guerre du peuple » illustre le sentiment de marginalisation et de discrimination éprouvé dans beaucoup de secteurs de la société népalaise. Ce mouvement rassemble des ethnies et castes marginalisées[14], des populations rurales et, dans certains districts du moins, un grand nombre de femmes qui ont grossi les rangs des combattants haut placés[16]. Il y aurait aussi de nombreux cas où des enfants adhèrent au mouvement et jouent un rôle auxiliaire en tant qu'informateurs, messagers, porteurs et agents de diversion.

Les premières années, la « guerre du peuple » était relativement discrète, se limitant à des escarmouches isolées entre les dirigeants maoïstes et la police népalaise. Cependant, depuis 2000, le nombre et l'envergure des incidents n'ont cessé de croître. En novembre 2002, par exemple, des batailles dans plusieurs régions ont causé la mort de centaines de civils et de combattants. Vers la fin de janvier 2003, cependant, les deux parties se sont mises d'accord sur un cessez-le-feu qui est devenu officiel un mois plus tard. Cette trêve devait ouvrir la voie au processus de paix. Toutefois, en septembre 2003, cinq mois après la fin de notre travail sur le terrain, les combats entre les deux parties ont recommencé.

---

12. [TRADUCTION] « La jeunesse et les enfants palestiniens […] une vie pleine de contrastes avec l'Occident apolitique. Il semblerait que chaque facette de leur vie soit façonnée par l'histoire politique et la réalité politique courante, dont ils sont très conscients. » B.K. Barber (1999), tiré de Politics, Politics and More Politics: Youth Life Experience in the Gaza Strip, *Everyday Life in the Muslim Middle East* (la vie de tous les jours au Moyen-Orient musulman), sous la direction de D. Bowen et E. Early, chapitre provisoire, p. 1, 2e édition, Indiana University Press, 2002.
13. *The Documents of the Communist Party of Nepal (Maoist)* (documents du Parti communiste du Népal – maoïste) p. 1. <http://wwwpartizan.org/frameset3.htm>.
14. Communication personnelle avec l'INSEC (Informal Sector Service Centre), Kathmandou, janvier 2001.
15. R. Manchanda, « Empowerment with a Twist » (les revers de l'autonomisation), *The Hindu*, 21 novembre 1999. Voir aussi L. Onesto, « Nepal: Women Hold up Half the Sky! » (Népal : les femmes ont la moitié du ciel sur leurs épaules), RW en ligne, 2001. <http:www.rwor.org/a/v22/1090-99/1094/nepal_women.htm>.

Les effets du conflit sur les enfants ne sont pas encore bien cernés. Certains enfants ont sans conteste été affectés directement par la violence, parce qu'eux-mêmes ou des membres de leur famille sont morts ou ont subi des blessures. Nombre de personnes ont déclaré que les maoïstes ont recruté des enfants à des fins diverses, affirmation qui a été vigoureusement niée. Au delà de ces effets évidents et immédiats, on s'accorde généralement pour dire que les enfants souffrent aussi de la pauvreté croissante, de la malnutrition et de la perte de services occasionnées par le conflit. Beaucoup de collectivités rurales ont connu des bouleversements du fait que des membres de certaines familles sont partis, en quête de possibilités économiques et de sécurité. Par conséquent, bien des enfants, croit-on, sont obligés de quitter les régions rurales et de chercher refuge dans les grandes villes, lieux où ils rejoignent d'autres enfants victimes d'exploitation.

❖ Les réfugiés bhoutanais dans le Sud-Est du Népal

Au début des années 1990, approximativement 97 000 réfugiés venant du Bhoutan se sont installés dans des camps dans le Sud-Est du Népal. Ces camps, soutenus principalement par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et plusieurs organisations non gouvernementales internationales et locales, existent toujours. Après une décennie de vaines négociations entre les gouvernements du Népal et du Bhoutan, un accord a finalement été conclu pour instituer un processus de vérification, afin de déterminer si ces réfugiés sont effectivement de nationalité bhoutanaise et ont le droit de retourner chez eux. Ce processus, qui a commencé en mars 2001, a été généralement accueilli avec un optimisme modéré par les réfugiés. Cependant, la lenteur des vérifications et le refus, de part et d'autre, de permettre à un tiers de participer au processus ont rapidement aigri les esprits. Les activistes des droits de la personne estiment qu'au rythme actuel, cela pourrait prendre au moins six ans pour vérifier tous les résidents des camps. De plus, la structure établie par le gouvernement du Bhoutan pour déterminer la nationalité et confirmer le statut de réfugié a suscité un grand ressentiment.

Dans l'intervalle, les réfugiés ne peuvent qu'attendre. Inévitablement, leurs conditions de vie au Népal, où ils ont peu de liberté de circulation et d'occasions de faire des affaires ou de trouver un emploi rémunéré, contribuent à leur sentiment de frustration, particulièrement parmi les jeunes gens éduqués, dont le nombre ne fait qu'augmenter. Au sein même des camps, il semble y avoir de nombreux problèmes sociaux, exacerbés par la forte densité de peuplement, la pauvreté et le manque de possibilités sur les plans social et économique. La traite des filles qui aurait cours à l'extérieur des camps pour l'industrie du sexe en Inde est une conséquence de la vulnérabilité et de l'insécurité des réfugiés.

Il n'est pas exagéré de dire que la situation des réfugiés bhoutanais a peu retenu l'attention à l'échelle internationale. À la fin de 2002, cependant, des cas de sévices sexuels infligés par les employés d'organisations ont été mis au jour, ce qui a fait réagir les organisations internationales des droits de la personne et certains segments des médias dans le monde[16]. Les victimes de ces sévices étaient principalement des étudiants des écoles dirigées par une ONG internationale bénéficiant des fonds du HCR. L'organisation en cause a immédiatement mené un examen de ses activités et procédé à des changements de personnel et au renforcement général de son travail de protection.

16. Amnistie internationale, 22 novembre 2002, ASA 31/071/2002

Recherche sur le terrain

Dans chaque pays, nous avons recueilli des données de trois façons différentes : des discussions de groupe et d'autres activités de recherche auprès de jeunes participants aux projets soutenus par des organisations; des entretiens avec le personnel d'organismes de développement et de secours locaux et internationaux; l'analyse de documentation, de rapports et d'évaluations touchant des programmes. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, un certain nombre d'entretiens en tête à tête ont été menés avec des jeunes, et le dialogue s'est poursuivi par courrier électronique avec un petit nombre d'enfants de la Cisjordanie et du Népal. Des traducteurs ont apporté leur aide pour la recherche effectuée auprès des enfants, des parents et de certaines ONG locales au Sri Lanka. Au Népal, la contribution, en tant que chercheur, de Chandrika Khatiwada, de Save the Children — Norvège (SCN), nous a permis de communiquer en népalais. Nous avons pu parler en anglais avec les réfugiés bhoutanais et en arabe avec les Palestiniens qui ne parlaient pas très bien anglais.

Les rencontres avec les jeunes, des garçons et des filles réunis, duraient généralement environ deux heures. Il était possible, particulièrement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, d'assister aux activités des projets en tant qu'observateur. Grâce à des jeux de rôles, à des exercices de type EPMR[17] et à des discussions de groupe, nous avons exploré, avec les enfants, les grandes questions qui suivent :

- Les problèmes particuliers auxquels les enfants doivent faire face, notamment ceux créés par le conflit armé.
- L'évolution, la nature et la structure des activités, y compris le rôle de soutien joué par les adultes.
- Les contraintes liées aux activités et les avantages retirés par les participants.
- Les activités futures possibles.

En général, les enfants que nous avons rencontrés avaient entre 12 et 20 ans, ce qui correspond au public visé par les projets eux-mêmes. Les organisations visitées dans chaque pays semblaient souvent axer leurs activités participatives sur ce groupe plus âgé. Dans des mesures différentes, le lieu, le moment et la nature des activités de recherche dépendaient des conditions politiques et de sécurité particulières. Il n'a pas été possible, par exemple, d'entrer dans les camps de Bhoutanais au Népal à cause des restrictions imposées par les autorités népalaises. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, les mesures imposées par l'armée israélienne, souvent au dernier moment, ont entraîné des lenteurs et ont entravé nos déplacements. Dans les districts ruraux du Népal, où nous avons rendu visite à des clubs d'enfants, il n'aurait pas été judicieux de parler ouvertement du conflit armé. De même, certaines questions comme le recrutement des enfants par les TLET ont du être abordées indirectement, ou carrément évitées, dans des villages de l'Est du Sri Lanka où nous sommes allés.

17. Ces exercices sont conformes à l'approche liée à l'évaluation participative en milieu rural (EPMR). Celle-ci met l'accent sur les connaissances locales et permet aux gens de faire leurs propres évaluations et analyses et d'établir leurs propres plans.

Avantages et défis de la participation

Raison d'être du projet

Dans cette partie, nous passons en revue les principales constatations de la recherche. L'exposé est divisé en deux thèmes, soit les « avantages » et les « défis ». Les avantages sont divisés en deux catégories, la « protection » et la « consolidation de la paix », qui correspondent en général aux principaux buts des organisations dont l'activité se concentre sur les enfants.

La protection dans son sens large comprend aussi bien les conditions matérielles de la vie des enfants que le bien-être psychologique et émotionnel. En effet, il existe peu d'aspects des programmes auxquels participent les enfants touchés par un conflit qui n'ait rien à voir avec la protection. La « consolidation de la paix », cependant, est une sphère bien distincte à laquelle on semble expressément consacrer des fonds et du personnel ayant des compétences et une expérience particulières. L'équilibre entre les activités de protection et de consolidation de la paix était différent dans chacun des trois pays. À l'époque où a été réalisé le travail sur le terrain au Sri Lanka, il y avait un accroissement des investissements en ressources dans les activités de consolidation de la paix, à la suite d'une entente de cessez-le-feu. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, l'enthousiasme à l'égard des activités axées sur la paix qui avait suivi la signature de l'accord d'Oslo, dans les années 1990, s'était estompé. Les organisations semblaient concentrer leurs efforts sur les mesures de protection des enfants, entre autres les secours d'urgence et les activités destinées à atténuer les effets du conflit sur l'état émotionnel et psychologique des enfants. Au Népal, où les activités relatives au conflit commençaient tout juste, on se concentrait davantage sur la protection.

1. Avantages : protection

La protection peut être vue comme un objectif transversal de l'action humanitaire[18]. Les éléments fondamentaux de l'aide d'urgence – nourriture, logement, services de santé, eau et assainissement – ont clairement pour but la protection du bien-être et de la vie des gens. Mais les organismes d'aide humanitaire s'intéressent de plus en plus à la protection de droits qui vont au delà de la survie, surtout pour les « groupes vulnérables » – notamment les enfants. Néanmoins, la protection sociale des jeunes demeure généralement faible, comme le démontrent clairement les récents scandales à propos des sévices infligés à des mineurs par les travailleurs des organisations, dans des camps de réfugiés de l'Afrique occidentale et du Népal[19]. La recherche pour ce projet révèle que les enfants jouent souvent un rôle vital dans l'amélioration de leur propre protection et que les bons projets participatifs peuvent leur faciliter les choses. Dans cette partie du document, nous en donnerons des exemples concrets. Nous avons structuré l'exposé en différentes sections générales :

- l'autonomisation personnelle;
- les relations;
- la réaction aux mauvais traitements;
- l'accès aux services de base;

18. Manuel de Sphère, 2004 <www.sphereproject.org>.
19. Pour en savoir plus sur le cas de l'Afrique occidentale, voir A. Naik, « Protecting Children from the Protectors: Lessons from West Africa » (protéger les enfants contre les protecteurs : leçons tirées de la situation en Afrique occidentale), Forced Migration Review, no 15, 2002 <www.fmreview.org>.

- l'identité communautaire;
- les jeux et les activités récréatives;
- le bien-être psychosocial.

1.1 *L'autonomisation personnelle*

Dans l'introduction de ce document, nous avons expliqué que la participation est vue comme un moyen d'autonomiser les membres d'une collectivité. Bien que la notion d'autonomisation ait été élaborée par des organisations travaillant principalement dans un contexte de développement, elle a des incidences importantes dans le cadre de l'action humanitaire. La capacité des civils, y compris les enfants, à accéder aux services, à établir des relations avec ceux qui pourraient les aider et à prendre des mesures pour améliorer leur situation serait essentielle au rehaussement de la protection en cas de conflits ou de violence politique.

La capacité d'améliorer sa propre protection stimule la confiance en soi et amène un sentiment d'auto-efficacité. Cependant, alors que les actions fructueuses au quotidien favorisent la confiance en soi, nous pensons que c'est la personne elle-même qui est à l'origine de ce cycle d'autonomisation. En d'autres mots, il faut une étincelle de confiance en soi pour passer à l'action. Cela peut poser un problème particulier dans le cas des enfants. De façon générale, les enfants sont relativement impuissants comparativement aux adultes et peuvent être soumis à des pratiques et des comportements innombrables fondés sur le fait qu'ils ont des capacités limitées. Parmi les enfants eux-mêmes, certains auront une moins grande autonomie que d'autres. Les filles, les enfants handicapés, ceux des minorités ethniques et ceux des castes ou groupes sociaux inférieurs occupent habituellement une position moins élevée que les autres enfants. Donc, selon nous, l'avantage premier et peut-être le plus important que présente la participation des enfants, au regard de la protection, est le fait d'amener les enfants à voir qu'ils sont capables d'agir.

Le processus qui permet de rehausser la confiance en soi grâce à la participation est bien illustré par la situation d'Hamdan, un jeune homme de Bethléem handicapé de naissance. Les effets néfastes d'un conflit armé sur les soins et la protection donnés aux enfants risquent d'être exacerbés en ce qui concerne les personnes handicapées. Leurs besoins particuliers sont invariablement laissés de côté par les organismes humanitaires, plus axés sur les besoins de base de la majorité. De plus, il faut sans cesse sensibiliser la population aux problèmes des handicapés, mais les efforts en ce sens sont habituellement très vite écartés par les organisations gouvernementales et celles de la société civile en temps de conflits.

Cependant, comme le montre l'expérience de Hamdan, les projets participatifs peuvent énormément changer les choses, même pour les jeunes gens marginalisés par un handicap. Hamdan est né avec un handicap physique qui l'empêche de marcher sans aide. Voici ce qu'il a raconté à propos de son enfance : « J'étais toujours seul; je pleurais toujours. Je ne me sentais pas humain. Ma famille ne savait pas comment m'aider ni comment s'occuper de moi. » Par chance, en 2000, il a été invité par la PYALARA, une organisation axée sur la promotion par les médias et sur les droits de la jeunesse, à suivre un cours de journalisme en Jordanie. Pour Hamdan, c'était la première fois que des gens le respectaient. Hamdan a collaboré régulièrement avec cette organisation pendant deux ans, ce qui lui a permis de développer ses compétences et sa confiance en lui. Il a ensuite assumé la responsabilité d'une chronique de quatre pages sur les problèmes que peuvent rencontrer les personnes handicapées, que la revue de PYALARA, le *Youth Times*, a publiée. Il a donc été appelé à chercher, à rencontrer et à encourager d'autres jeunes handicapés vivant dans des conditions aussi mauvaises, voire pires, que celles qui ont marqué son enfance. Il a mis en lumière des cas horribles de négligence envers les enfants et sensibilisé le public aux besoins des enfants n'ayant pas les mêmes habiletés que les autres. Il explique ainsi ce qui l'a motivé : « Je ne veux pas que d'autres vivent ce que j'ai vécu. J'ai un message à transmettre aux autres. Même si je meurs, je me dois de donner le sourire aux personnes handicapées. »

Pour résumer les répercussions de sa participation aux activités de la PYALARA sur sa vie, Hamdan a expliqué que ça l'a aidé à s'intégrer à la société[20]. De plus, lorsque nous l'avons rencontré chez lui, il est apparu évident qu'il bénéficie désormais de l'affection et du soutien sans réserve de ses proches et des voisins.

1.2 *Les relations*

Beaucoup d'organisations estiment que les familles sont les mieux placées pour offrir les soins et la protection nécessaires aux enfants lors des guerres ou des migrations de populations. Or, même si les parents ou les membres de la famille proche sont présents, on ne peut présumer qu'ils se tireront d'affaire. Bien sûr, c'est peut-être vrai dans n'importe quel cas, mais les pressions que subissent les parents et les adultes dans la parenté sont souvent très vives en temps de conflit ou même après. Ils peuvent s'avérer incapables de faire face aux besoins nutritionnels et matériels de leurs enfants à cause des traumatismes qu'ils ont eux-mêmes subis en raison de la guerre ou de la dégradation des conditions économiques. L'un ou les deux parents peuvent avoir été tenus de quitter la maison pour aller chercher du travail à l'étranger – les Népalais et les Sri-Lankaises en sont un bel exemple. De plus, les effets de la perte de la maison, la violence, le deuil, etc., peuvent sérieusement miner leur capacité à s'occuper de leurs enfants et à les aimer. Dans certaines zones en guerre, les groupes militaires cherchent à détruire les relations et les structures familiales en forçant les enfants à espionner ou même à tuer leurs proches. Bien que nous n'ayons pas eu connaissance d'actes extrêmes du genre dans les pays que nous avons visités pour ce projet, le respect traditionnel envers les parents et les aînés était à l'évidence menacé par la participation directe des enfants à des activités de type militaire, mais aussi par les interventions des autorités militaires destinées à humilier les adultes devant leurs enfants.

❖ Les soins prodigués par la famille

Les projets participatifs semblent atténuer les effets négatifs des conflits sur les soins prodigués par la famille. Nous avons entendu les enfants eux-mêmes parler de l'amélioration des relations familiales résultant directement de leur participation. Par exemple, une jeune fille de 14 ans membre d'un club dirigé par les enfants dans l'Est du Sri Lanka a expliqué qu'elle recevait maintenant plus d'attention à la maison et qu'elle entretenait de meilleures relations avec sa mère. Elle attribuait ce résultat à deux facteurs : 1) l'intervention des adultes qui contribuent au projet par un dialogue régulier avec les familles de tous les enfants participants, y compris la sienne, dialogue axé sur les pratiques positives à privilégier; 2) le fait qu'elle ait davantage confiance en elle et qu'elle ait appris à mieux communiquer avec sa mère, donc à mieux exprimer ses besoins.

❖ Le soutien des pairs

Tout comme ils améliorent les soins et la protection au sein de la famille, les projets participatifs semblent généralement promouvoir le soutien entre pairs. Le soutien accordé aux autres enfants participants peut s'avérer une ressource inestimable pour ceux dont la cellule familiale ne parvient pas à satisfaire les besoins. À titre d'exemple, mentionnons le club pour les enfants dont la famille est dispersée qu'a mis sur pied une ONG locale dans une région de l'Est du Sri Lanka contrôlée par les TLET. Préoccupés par la malnutrition dont souffraient certains de leurs pairs, les membres du club ont décidé de passer à l'action. Ils se sont mis d'accord pour que chacun prenne une petite quantité de riz chaque jour à la maison. À la fin du mois, ils mettent en commun le riz amassé pour ensuite déterminer à quelle famille ce cadeau ira. Initialement, les bénéficiaires étaient tous membres du club, mais les participants ont depuis choisi d'étendre cette mesure

20. Entretien avec Hamdan al-Ja'yuwee, Bethléem, 23 juillet 2002.

aux autres enfants de leurs collectivités. Cet exemple montre que les participants à un projet sont généralement sensibles au sort de leurs semblables qui ne peuvent bénéficier des activités et qui ont parfois de graves problèmes économiques à la maison, ou d'autres difficultés.

L'une des caractéristiques des projets que nous avons étudiés dans les trois pays était l'atmosphère de coopération et de respect dans laquelle les activités étaient menées. Beaucoup d'initiatives organisées par les enfants étaient assorties de règles et de codes de conduite établis par les enfants afin que les réunions se passent de manière ordonnée et que chacun puisse avoir l'occasion d'exprimer ses points de vue et opinions. De plus, étant donné l'absence générale des adultes dans les rôles de direction, les enfants ont été portés à travailler en coopération afin de s'acquitter de leurs responsabilités. Comme l'a fait remarquer un groupe d'adolescents travaillant à un projet informatique à Gaza (al-Muntada) : « Nous avons appris à travailler démocratiquement et en coopération, en respectant tous et chacun. Au début les garçons en savaient plus que les filles sur l'Internet mais grâce à la coopération et à l'entraide, les filles se sont améliorées et nous sommes maintenant tous plus ou moins au même niveau. »

Le personnel des organisations a souvent souligné les forts liens de confiance et de soutien mutuels que les enfants ont créés grâce à leur participation aux projets. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza en particulier, ce phénomène contrastait beaucoup avec la confrontation habituelle entre les jeunes, mais aussi avec le manque de respect dont les garçons font souvent preuve à l'égard des filles.

❖ **Relations de mentorat**

Le rôle de « mentor » des enfants plus âgés et des jeunes est aussi apparu utile. Au Népal, les membres de plusieurs clubs d'enfants que nous avons rencontrés offraient régulièrement un soutien en matière d'éducation à leurs pairs et aux enfants plus jeunes. À Gaza, les enfants plus âgés qui avaient fait l'expérience du parlement établi par l'Institut Canaan ont joué un rôle très important dans le soutien des jeunes membres nouvellement arrivés. À l'époque de notre visite sur le terrain, la PYALARA venait juste d'amorcer un projet amenant des étudiants de l'université à agir en tant que « mentors » et conseillers auprès des adolescents. D'après les organisateurs, ce projet a été un franc succès grâce à l'énergie et à l'enthousiasme des étudiants, ainsi qu'au fait que les adolescents semblaient particulièrement disposés à faire part de leurs sentiments et préoccupations à des gens qui n'étaient pas beaucoup plus âgés qu'eux.

1.3 *La réaction aux mauvais traitements*

Quand nous avançons que les enfants peuvent contribuer à cerner et à régler les problèmes de mauvais traitements, nous ne voulons en rien diminuer les responsabilités en matière de protection que doivent assumer les adultes et les organisations qui travaillent avec les groupes déplacés ou touchés par la guerre. Nous pensons plutôt que, lorsque les enfants sont bien organisés et se concentrent sur les besoins et que les adultes sont prêts à les écouter, les mesures de protection en sont grandement améliorées, comme l'illustrent les camps de Bhoutanais au Népal. En 1997, Save the children — Royaume-Uni (SCUK) a établi un réseau d'organisations d'enfants dans chacun des sept camps de Bhoutanais au Népal grâce aux discussions avec leur propre personnel et avec les enfants réfugiés. On a ainsi constitué ce qu'on appelle les forums des enfants bhoutanais réfugiés, lesquels ont été soutenus par SCUK jusqu'à la fin de 2000. Les adolescents des camps ont élu leurs propres représentants choisis parmi eux, à différents niveaux géographiques (« quartier », « secteur », etc.). Les représentants élus avaient le devoir de faire connaître les préoccupations et aspirations de leurs pairs lors des réunions régulières du forum de leur camp. Une formation a été donnée aux représentants sur différentes questions, dont la santé communautaire, le leadership et la facilitation. D'après un employé de SCUK, les forums des enfants ont permis de soulever des questions par rapport aux mauvais traitements, surtout d'ordre sexuel, mis en lumière par les représentants des enfants. Des activités de défense des droits des enfants et de sensibilisation

ont été mises en place pour répondre à de tels problèmes, mais pas toujours avec le plein soutien des institutions locales d'adultes. Avec le recul, beaucoup de gens ont admis que les activités des forums des enfants ont contribué de manière significative à la vie et au bien-être des enfants dans ces sept camps.

1.4 *L'accès aux services de base*

La réduction des dépenses gouvernementales en santé et en éducation au profit de la défense, la destruction des installations, des enseignants et des travailleurs de la santé pris pour cibles, voilà quelques exemples qui illustrent comment un conflit peut mener à la réduction ou à la perte des services de base offerts aux enfants. Bien sûr, les autorités continuent d'avoir la charge de rétablir ces services dès que possible et dans la plus large mesure possible. Néanmoins, de nombreuses initiatives menées par les enfants ont démontré que les enfants peuvent jouer un rôle important dans l'amélioration des services, qui seraient inadéquats autrement.

C'est dans le village de Sivanthivu, dans l'Est du Sri Lanka, que nous en avons vu un des exemples les plus frappants. Au moment où les enfants ont formé leur club, l'école du village n'allait que jusqu'en 6e année. Les enfants devaient donc se rendre en autobus ou en bateau à Valachchenai, la ville la plus proche, pour poursuivre leurs études. Pour des raisons de sécurité, de commodité et d'économie, peu d'enfants optaient pour cette solution. Un jour, l'ESCO, une ONG locale, a organisé une rencontre entre les membres du club et le directeur régional de l'éducation, qui a alors promis de nommer des enseignants si les jeunes érigeaient une structure permettant d'ouvrir de nouvelles classes. Save the Children a offert des fonds pour la construction d'un bâtiment temporaire, mais a demandé que les enfants dressent un budget détaillé. Avec l'aide des deux organisations, dix jeunes ont fait leur tout premier voyage à Colombo pour y vérifier le prix des matériaux nécessaires. Aux côtés de leurs parents, les enfants de Sivanthivu ont construit un bâtiment de 60 pi sur 30 pi permettant ainsi de prolonger la scolarité de trois ans à l'échelon du village.

En Cisjordanie, des adolescents ont rejoint les rangs des volontaires qui soutiennent les activités de la Société du Croissant-Rouge palestinien (SCRP). En fait, entre 40 % et 50 % des quelque 3 250 volontaires seraient âgés de 16 à 18 ans. La SCRP contribue à une large gamme d'activités. Quant aux volontaires, leur participation relève d'un choix bien personnel. Ainsi, ils peuvent organiser des camps d'été pour les jeunes enfants, rendre visite aux blessés et aux familles de personnes tuées, intervenir pour que des dons soient faits aux collectivités locales, etc. Aucune activité n'est interdite aux moins de 18 ans et, par conséquent, un certain nombre d'entre eux aident en ce moment les équipes médicales d'urgence des ambulances de la SCRP. La contribution de ces jeunes est précieuse. D'après les volontaires et les coordonnateurs jeunesse de la SCRP, les 16 à 18 ans leur donnent « un fier coup de main : ils ont du temps et de l'énergie, et ils ont l'esprit vif »[21].

1.5 *L'identité communautaire*

La question de l'identité communautaire figure rarement dans les écrits des organismes humanitaires. Pourtant, il convient de souligner que la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies précise, à l'article 30, qu'un enfant a le droit « d'avoir sa propre vie culturelle, de professer et de pratiquer sa propre religion ou d'employer sa propre langue ». Or, les conflits armés éclatent souvent parce que des populations se voient refuser ce droit, problème qui se pose dans les trois pays que nous avons visités pour cette étude. De plus, comme le montre l'exemple des réfugiés bhoutanais, les gens sont souvent contraints de s'exiler précisément parce qu'on les associe à un groupe donné – ici une minorité de langue népalaise. Bien que cela

21. Entretien avec Khaldun Oweis, Jérusalem, 20 juillet 2002.

ne constitue pas un aspect important de la protection pour les organisations humanitaires, le maintien de l'identité communautaire et l'expression des aspirations collectives peuvent revêtir beaucoup d'importance pour les populations déplacées et touchées par un conflit, y compris les enfants.

Le projet Rose Class, dans les camps de Bhoutanais au Népal, est un bel exemple de la participation des enfants à des activités axées sur les préoccupations et les aspirations de leur collectivité, dans le but de protéger leur identité propre devant l'indifférence de la communauté internationale et le rejet des autorités bhoutanaises. Un journal mensuel en anglais, *The Shangrila Sandesh*, est publié par les participants au projet et distribué dans les camps, à Kathmandou et à l'étranger. Ce journal est un outil qui permet de faire connaître le Bhoutan – son histoire, sa vie politique, son environnement, etc. Il ressort clairement des nombreux articles et poèmes parus dans *The Shangrila Sandesh* que les enfants ont besoin de parler de ce qu'ils vivent dans les camps et veulent ardemment retourner au Bhoutan. Grâce à ce journal et à d'autres activités du projet Rose Class, telles les expositions de photographies et d'œuvres d'art, les enfants peuvent discuter de leur situation en tant que réfugiés bhoutanais, en savoir plus à ce sujet et jouer un rôle de porte-parole. Ce sont là des aspects qui comptent beaucoup pour les participants qui décrivent ainsi les avantages des activités :

> « D'autres pays vont savoir comment vivent les réfugiés bhoutanais, par exemple comment se déroule leur journée dans les baraques. »

> « Nous pouvons inspirer les enfants nés au Népal et les aider à mieux connaître leur pays natal. »

De plus, les efforts des jeunes en tant que membres de la collectivité sont très souvent appréciés par les adultes, comme en fait foi la citation suivante, tirée de la lettre d'un lecteur du *Shangrila Sandesh* : « En cette époque où les jeunes doivent s'occuper des enfants et des personnes âgées de la nation, nos jeunes ont réussi à devenir des journalistes qui mettent au jour les problèmes[22] [trad.]. »

1.6 *Le jeu et les activités récréatives*

L'article 31 de la Convention relative aux droits de l'enfant porte sur le droit « au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge et de participer librement à la vie culturelle et artistique ». En dépit de cette déclaration explicite, les organisations humanitaires n'insistent pas toujours sur le droit de jouer dans leurs interventions en matière de protection. Du point de vue du développement de l'enfant, les activités récréatives et le jeu sont jugés vitaux en ce qu'ils améliorent la confiance en soi et favorisent le développement de diverses habiletés intellectuelles et de communication. Et ils ont d'autant plus d'importance si les enfants ne peuvent pas aller à l'école en raison d'un conflit ou parce qu'ils ont été déplacés. De plus, ce genre de divertissement est un excellent moyen d'évacuer le stress souvent énorme qu'amène la vie dans une région en guerre.

Les jeux d'enfants, les activités culturelles et le sport ne nécessitent pas absolument le recours à une approche participative. Cependant, plusieurs des projets que nous avons étudiés semblaient comporter un riche éventail d'activités, dont les enfants prenaient beaucoup de plaisir à être à la fois les organisateurs et les participants. Au Népal, les clubs d'enfants ont établi leur propre répertoire de chansons, de jeux et d'activités culturelles et artistiques. Toutes ces activités permettent aux garçons et aux filles de développer leurs talents et leurs habiletés. Un bon nombre de ces clubs s'efforçaient également de sensibiliser la collectivité à des problèmes sociaux, tels l'éducation des filles, grâce à la formule du théâtre d'intervention. Une initiative de l'UNICEF

22. Lettre de P. Acharya, The Shangrila Sandesh, 15 novembre 2002, p. 2.

("Adolescents… for a change!") destinée à stimuler la participation des adolescents en Cisjordanie et dans la bande de Gaza a débouché sur plusieurs projets à petite échelle engageant des groupes organisés d'enfants à l'action communautaire. Un groupe à Gaza a utilisé les fonds de l'UNICEF pour entreprendre une « campagne pour des dents saines », pour laquelle il avait écrit ses propres chansons et slogans et conçu des affiches.

À Batticaloa, dans l'Est du Sri Lanka, le Jardin des papillons (Butterfly Peace Garden) met tout particulièrement l'accent sur les jeux et les activités récréatives des enfants. Il s'agit d'une initiative unique en son genre : un jardin où les enfants victimes du conflit participent à différentes activités – art, artisanat, théâtre, contes, jardinage et soins aux animaux – un jour par semaine, et ce, pendant neuf mois. Plutôt que de diriger de telles activités, les animateurs adultes cherchent avant tout à créer un environnement dans lequel les participants se sentent capables, à leur propre rythme et à leur manière, de réfléchir aux problèmes qu'ils éprouvent et de les exprimer, en compagnie de leurs semblables.

1.7 *Le bien-être psychosocial*

Les approches conventionnelles pour assurer le bien-être psychosocial des enfants victimes d'un conflit reposent généralement sur le recours à des adultes ayant une expertise précise. Ce sont eux qui sont responsables des évaluations de l'état mental et émotionnel des enfants, et qui sont chargés d'offrir des soins à ceux qui sont particulièrement bouleversés. En dépit de la place accordée aux approches axées sur les enfants et sur la participation des enfants quand vient le temps de recueillir des données et d'évaluer les besoins, lorsqu'il s'agit du bien-être psychosocial des enfants, on croit souvent que seuls les adultes ont la connaissance nécessaire.

Dans le contexte d'autres catégories de programmes, et particulièrement du développement social, il est de plus en plus admis que les perceptions, les besoins et les aspirations des enfants diffèrent souvent de ceux des adultes, et qu'ils ne sont pas toujours bien compris ni exprimés par les parents, les enseignants et les autres personnes proches des enfants. Mais cette vision des choses est mise de côté dans les interventions touchant le bien-être psychologique et émotionnel des enfants victimes de conflits.

Prenons à titre d'exemple les mesures prises par les ONG internationales œuvrant pour les enfants en réponse au conflit frappant le Népal. À l'époque de nos visites sur le terrain, seulement deux organisations avaient réagi. Dans les deux cas, la stratégie adoptée comportait une importante composante d'aide psychosociale, fondée sur un modèle conventionnel plaçant les adultes aux commandes. Cette stratégie prévoyait la formation d'adultes afin qu'ils puissent repérer les enfants troublés et travailler avec eux, et adresser à des spécialistes les enfants qui paraissaient avoir de plus grands besoins. En dépit du fait que les deux organisations avaient joué un rôle de premier plan dans l'établissement et la promotion d'un imposant réseau de clubs d'enfants à l'échelle du pays, en ce qui concerne la programmation psychosociale, aucun rôle n'était envisagé pour les enfants. C'est donc dire que la participation des enfants est demeurée un domaine d'intervention en soi, plutôt qu'une approche ou une philosophie transversale.

Mais comment les enfants pourraient-ils contribuer aux programmes psychosociaux ? Il y a deux grandes sphères possibles à cet égard : 1) la conception et le suivi des interventions; 2) la mise en œuvre des activités. Nous analyserons ces deux possibilités ci-après.

❖ Participation à la conception et au suivi

Si nous pensons que les enfants pourraient apporter une contribution utile à la conception et au suivi des interventions psychosociales, c'est que selon nous le personnel des organisations n'est pas nécessairement le mieux placé pour anticiper les principales craintes des enfants. On a tendance à présumer que les souvenirs de la guerre vont hanter davantage les enfants. Cependant, comme l'a démontré une étude participative

menée récemment auprès des enfants de Kaboul, les jeunes pensaient surtout aux problèmes de la vie de tous les jours. Comme les auteurs l'ont signalé, il est plus probable qu'un enfant soit préoccupé par le fait qu'il doit traverser un champ de mines pour aller chercher de l'eau, que par le souvenir d'une bataille qui a eu lieu il y a plusieurs années[23].

Il semble donc logique de faire participer directement les enfants à la conception des interventions, afin que leurs grandes préoccupations soient prises en compte. Une autre leçon peut être tirée de l'étude à Kaboul : même dans les pires circonstances, les enfants sont capables d'analyser leur situation et de bien faire comprendre leurs préoccupations aux responsables de la conception des programmes.

Durant le travail sur le terrain, nous n'avons eu connaissance d'aucun projet psychosocial qui avait été conçu et était supervisé en collaboration avec les enfants. Les projets élaborés au Népal évoqués précédemment étaient basés en partie sur des données recueillies avec l'aide des enfants, à propos de leurs problèmes particuliers. Cependant, il semblerait que la démarche n'ait pas été véritablement participative, ce qui est dû notamment au très grand nombre d'enfants invités aux séances et au temps trop court qui était alloué.

Un projet de recherche réalisé récemment dans l'Est du Sri Lanka a démontré qu'il était possible et utile de faire appel aux enfants grâce à des méthodes participatives axées sur le bien-être psychosocial[24]. En collaboration avec Terre des hommes (TDH) et une organisation locale – Koinonia –, l'équipe de recherche a organisé de nombreuses séances avec les enfants, dans le but de mettre à l'essai des méthodes pouvant être utilisées pour comprendre les problèmes particuliers auxquels les enfants doivent faire face au quotidien, les ressources dont ils disposent et les interventions qui seraient les mieux adaptées à leur situation. Comme pour le projet de Kaboul, les enfants ont mentionné une multitude d'inquiétudes, dont quelques-unes seulement étaient liées directement à la violence du conflit. En effet, les morsures de serpent étaient généralement leur premier souci et la source d'une grande crainte. Les chercheurs en sont arrivés à la conclusion qu'il était tout aussi important, dans le cadre des interventions psychosociales de TDH/Koinonia, de tenir compte de ce genre de problème que de toute autre question.

Par ailleurs, le rassemblement des enfants dans le contexte de différentes activités, visant à examiner leur situation, semble valable en soi. D'une visite à l'autre, les chercheurs ont noté un accroissement constant du niveau de confiance en soi et de concentration parmi les enfants, et une plus grande cohésion au sein des groupes. On peut même supposer que le fait de permettre aux enfants de se pencher sur leur situation, et sur les programmes qu'ils souhaiteraient, leur donnera un sentiment de solidarité, d'efficacité et de contrôle à l'égard de leur propre vie[25]. Un tel sentiment est une importante composante du bien-être psychosocial.

❖ Participation à la mise en œuvre

Comme nous l'avons déjà mentionné, les programmes psychosociaux partent souvent du postulat que le processus de guérison repose sur l'expertise d'adultes ayant des compétences précises. Il est donc radical d'affirmer que les enfants peuvent être les agents de leur propre guérison et de celle de leurs pairs. Pourtant, c'est ce que nous porte à croire l'étude de ce projet.

---

23. Save the Children États-Unis/UNICEF, *The Children of Kabul: Discussions with Afghan Families* (les enfants de Kaboul : conversations avec des familles afghanes), 2003. <http://www.savethechildren.org/publications/children_of_kabul.pdf>.
24. Ce projet a été financé par l'USAID et réalisé par l'intermédiaire du bureau de TDH à Batticaloa. L'équipe comptait Miranda Armstrong, Jo Boyden, Ananda Galappatti et Jason Hart. La diffusion des constatations dans un rapport et dans des articles est en instance.
25. Jo Boyden, communication personnelle.

Les enfants peuvent bénéficier considérablement du simple renforcement des interactions entre eux. Bien qu'il soit tributaire des émotions et de l'état d'esprit d'une personne, le bien-être psychosocial est influencé par des facteurs externes. Tout comme les adultes, les enfants sont foncièrement des êtres sociaux pour qui la santé mentale et émotionnelle est vitale s'ils veulent établir des relations harmonieuses avec autrui, caractérisées par la cohérence, la continuité et la réciprocité. Un conflit peut menacer le bien-être des enfants parce qu'il détruit les réseaux sociaux de diverses manières, directement et indirectement, que l'on pense à la mort, aux déplacements de populations ou à la perte de confiance, entre autres.

Le cas du Jardin des papillons illustre, nous paraît-il, le passage d'une approche individuelle et médicalisée, dont les adultes sont maîtres, à une approche qui a davantage un caractère social et participatif. Ce projet est le fruit d'une étude sur la santé mentale des enfants vivant dans l'Est du Sri Lanka. Cette étude était elle-même fondée sur une approche médicalisée, soit l'analyse du « syndrome de stress post-traumatique », selon laquelle des adultes experts évaluaient le niveau de traumatisme des enfants, en vue de définir un programme quelconque. De là est né le Jardin des papillons, programme qui s'est toutefois largement éloigné de l'approche axée sur le traumatisme. En effet, les responsables ont plutôt choisi de créer un espace sécuritaire, où les enfants se soutiennent mutuellement et sont appuyés par des animateurs très bien formés, et où ils peuvent s'adonner à des activités artistiques variées, jardiner et prendre soin des animaux. D'après les organisateurs :

> « Le Jardin donne aux enfants l'occasion d'apprendre en s'occupant de plantes, d'animaux et d'autres personnes dans un cadre sécuritaire, riche et diversifié, qui contraste avec les territoires dévastés (parfois minés), les maisons rudimentaires, les orphelinats et les camps de fortune d'où ils viennent. En explorant les divers espaces qu'offre le Jardin et en apprenant à prendre soin des créatures qui y vivent, à les respecter et à les comprendre, les enfants découvrent une nouvelle facette et une nouvelle énergie, chez eux comme dans leur entourage, qui a le pouvoir de transformer et de guérir.
>
> En général, les nouveaux arrivants dont le comportement envers les autres enfants et les animaux est instinctivement destructeur, violent ou cruel apprennent vite à se comporter de manière plus humaine avec les autres. Et les enfants dont les traumatismes s'expriment par la timidité ou par une grande réserve sortent peu à peu de leur coquille, apaisant leur chagrin grâce au jardinage, à la peinture, au chant ou au théâtre. »

Le Jardin des papillons semble améliorer le bien-être psychosocial des enfants, ce qui démontre l'utilité de soutenir les enfants pour qu'ils puissent tisser des liens nouveaux ou plus étroits avec leurs pairs, les animaux et l'environnement naturel.

Les effets positifs des programmes participatifs mentionnés dans les sections précédentes devraient aussi être examinés dans l'optique du bien-être psychosocial. La possibilité de contribuer au maintien d'une forte identité communautaire, l'amélioration des relations au sein des familles, le jeu et les activités récréatives, et même l'amélioration des services de base, sont autant de facteurs qui paraissent favorables à la santé mentale et émotionnelle des enfants.

En dépit de ces avantages, il semblerait cependant que la participation des enfants ne soit pas souvent prise en compte dans la mise en œuvre des interventions psychosociales, ce qui était particulièrement évident en Cisjordanie et à Gaza. Plusieurs études récentes ont fait ressortir que les enfants palestiniens couraient de grands dangers à cause des frustrations intenses et des pressions que suppose l'occupation. Par exemple, un

des rapports cite une fille de 17 ans, qui a déclaré : « Nous vivons dans une prison nommée Gaza. Jour après jour nous faisons les mêmes choses, nous voyons les mêmes visages. Alors vous pouvez imaginer l'effet que cela a sur notre état d'esprit[26]. »

En réponse aux sentiments négatifs exprimés par les jeunes interrogés lors de la recherche, les auteurs de ce rapport recommandent principalement qu'on améliore les services de counselling et de réadaptation[27]. C'est justement le genre de mesures que préconisent les organisations humanitaires en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et ailleurs, partant du postulat que seuls les adultes sont aptes à déterminer les interventions nécessaires et à les mettre en œuvre.

Cependant, notre propre étude auprès des participants aux activités menées par des jeunes en Cisjordanie et à Gaza nous laisse nettement croire que de telles activités peuvent grandement contribuer à canaliser les frustrations. Par exemple, les participants au projet informatique d'al-Muntada, à Gaza, établissent un lien direct entre leur bien-être psychosocial et la possibilité de prendre part à un projet participatif qui présente un réel intérêt pour eux :

> « Notre santé mentale s'est améliorée. Nous sommes désormais en mesure de présenter une nouvelle image de la Palestine au monde. Le monde pense que nous sommes arriérés et désordonnés. Les Américains pensent qu'ils valent mieux que nous, mais nous avons le pouvoir d'agir : nous pouvons maîtriser des connaissances poussées, nous pouvons faire de la science, nous pouvons nous organiser – nous ne sommes pas désordonnés. Grâce à nos nouvelles compétences, nous sommes mieux en mesure de lutter contre l'occupation par l'intelligence. »

De plus, comme l'a mentionné un des membres fondateurs de la PYALARA :

> « La PYALARA m'a incité à progresser, à continuer en dépit des frustrations et à m'efforcer de changer la société. Au début de l'Intifada al-Aqsa, quand Mohammed al-Dura a été tué[28], nous avons échangé nos vues et nous sommes rendu compte que la plupart des jeunes gens étaient incapables de s'exprimer, ce qui provoque l'*explosion* dans la société. Je veux faire savoir à tous que la jeunesse peut changer les choses[29]. »

L'expérience en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en particulier, nous porte à dire que les programmes participatifs offrent un énorme potentiel sur les plans de la protection et de l'amélioration du bien-être psychosocial des enfants. Néanmoins, afin de permettre à ce potentiel de se réaliser pleinement, il faudrait peut-être d'abord que les organisations repensent leur approche des interventions psychosociales, comprennent que la participation avec des pairs à des mesures sociales sensées, dans un contexte favorable, peut être au moins aussi valable qu'une intervention menée par les adultes, à consonance plus « thérapeutique ». D'après un travailleur humanitaire : « Dans ce contexte suffocant, les adolescents ont plus que jamais besoin de défendre une cause. Leur donner un rôle, leur donner voix au chapitre — voilà qui pourrait résumer les buts des programmes qui doivent être mis en place[30]. »

---

26. UNICEF/Université de Birzeit, *Risk Factors and Priorities:Perspectives of Palestinian Young People*, p. 34, 1999.
27. Ibid., p. 36-37.
28. Mohammed al-Dura était un garçon de 12 ans tué par des tireurs israéliens embusqués, durant un combat à Gaza, au début de l'Intifada al-Aqsa. Les images de cet enfant et de son père essayant d'échapper à la mort ont été diffusées dans le monde entier. La mort de Mohammed est devenue pour toute la société palestinienne un symbole puissant de l'oppression et de la brutalité israéliennes.
29. Entretien avec Salim Habbash, Ramallah, 25 juillet 2002.
30. Bertrand Bainvel, *The Thin Red Line: Youth Participation in the Times of Human-Made Crises* (la participation des jeunes pendant les crises causées par l'homme), document de travail non publié, UNICEF-OPT, p. 6, 2001.

2. Avantages : consolidation de la paix

Au Sri Lanka, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, des efforts sont déployés depuis des années pour permettre aux enfants de participer au processus de paix. De nombreuses activités ont été entreprises dans le but de rapprocher les enfants de diverses collectivités opposées, afin qu'ils apprennent à se connaître et à se faire confiance et qu'ils créent des liens d'amitié. En dépit des sommes considérables qui ont été investies dans de tels efforts, il semble qu'on ait peu fait pour évaluer leurs effets sur les comportements et attitudes des participants. Au Sri Lanka en particulier, depuis le cessez-le-feu de 2002, des donateurs étrangers ont octroyé de grosses sommes d'argent pour des initiatives de consolidation de la paix qui englobent ce genre d'échanges intercommunautaires entre enfants.

Du point de vue de la participation des enfants, l'approche employée couramment semble problématique. Dans cette section nous mettrons en lumière certaines des difficultés que peuvent présenter les interventions de consolidation de la paix élaborées *par* les adultes *pour* les enfants. Nous parlerons aussi des avantages particuliers des approches plus participatives, en tenant compte des idées, de l'expérience et des préoccupations des enfants et des jeunes.

2.1 *La consolidation de la paix pensée par les adultes*

Le cessez-le-feu au Sri Lanka a été bénéfique pour la population sur bien des plans. En plus de la forte réduction de la violence dans la plupart des régions du Nord et de l'Est, il est désormais possible d'investir et de reconstruire. Néanmoins, le pays mettra beaucoup de temps à se remettre de la destruction, des pertes personnelles, de la pauvreté et du manque de services résultant du conflit. Dans l'intervalle, les enfants de plusieurs collectivités continuent indubitablement à souffrir des immenses privations. On ne sait pas vraiment comment la consolidation de la paix contribuera à régler ce problème dans l'immédiat, en admettant qu'elle le permette. De plus, nous devons nous demander si ce soudain intérêt au Sri Lanka à l'égard des programmes de consolidation de la paix est le reflet des aspirations des enfants ou, ce qui est plus probable, s'il s'inscrit dans les programmes réalisés par les donateurs et les organisations.

Les projets de consolidation de la paix menés par les adultes peuvent s'avérer problématiques pour au moins deux raisons. Premièrement, ils sont parfois réalisés grâce à des ressources qui auraient été consacrées autrement à des interventions répondant aux priorités des enfants (services, développement des infrastructures, etc.). Deuxièmement, si le moment et la démarche choisis font abstraction de la réalité des enfants, il est peu probable qu'ils soient durables et ils pourraient même aller à l'encontre du but recherché. Ces projets contribueraient alors au sentiment d'impuissance et à l'aliénation des participants. Voici ce que déclarait un travailleur d'une organisation locale dans l'Est du Sri Lanka : « Comment voulez-vous que des enfants qui n'ont pas assez à manger et qui n'ont pas de toit se lient avec des enfants du groupe adverse qui sont bien nantis ? »

Cette question a une forte résonance dans le contexte israélo-palestinien, où les enfants des deux parties au conflit ont participé, pendant des années, à des activités qui les rassemblent, comme les camps d'été organisés à l'extérieur du Moyen-Orient. Les enfants vivant en Cisjordanie et à Gaza sont invités à se joindre aux enfants israéliens en Europe ou en Amérique du Nord, pour ensuite retourner vivre dans les conditions brutales de l'occupation. Quel effet cette soudaine liberté de circulation, cette abondance de nourriture et ce climat de sécurité ont-ils sur eux lorsqu'ils doivent reprendre leur vie normale, à laquelle ils ont peu de chance d'échapper, au mieux ? Que ressentent-ils envers les enfants israéliens pour qui l'école, les soins de santé, la nourriture et

la liberté de circulation sont assurés, même si c'est dans un climat de peur[31] ? Il est évident que la majorité des jeunes Palestiniens que nous avons rencontrés en Cisjordanie et à Gaza se sont dits contre toute initiative qui les mettrait en contact avec les jeunes Israéliens. Pour eux, ces tentatives de rapprochement sont une insulte dans le contexte de l'oppression constante exercée par les autorités israéliennes.

2.2 *La participation et la consolidation de la paix*

2.2.1 Les échanges intercommunautaires

Les organisations qui cherchent tout à la fois à promouvoir la paix et à assurer la plus grande participation possible des enfants pourraient se retrouver dans une situation difficile. Que faire si les enfants n'ont pas envie de s'engager dans des activités intercommunautaires ? Dans l'Est du Sri Lanka, on a décidé d'adopter une approche graduelle. Les travailleurs de la paix expérimentés de cette région du pays estiment en effet que les enfants doivent déjà être engagés dans un processus sincère d'autonomisation avant d'être prêts ou de se sentir aptes à participer véritablement à un dialogue avec les enfants d'autres collectivités. Le rôle des personnes facilitant les activités consiste alors à soutenir et à encourager l'autonomisation et, tout au plus, à proposer des activités d'échange quand le moment est jugé opportun.

Le cas du village de Sivanthivu, exposé à la section 1.1.2, illustre bien la valeur de cette approche. Pendant notre recherche, le premier échange a réuni les membres du club Vivehananda pour le développement des enfants de Sivanthivu et le Groupe d'action pour l'enfance d'un village composé de musulmans et de Tamouls. Ainsi, 40 personnes venant de ce village sont allées passer deux jours à Sivanthivu. Quand nous étions à Sivanthivu la veille de l'arrivée du Groupe d'action pour l'enfance, les membres du club étaient affairés aux préparatifs. Ces derniers avaient longuement réfléchi à la meilleure façon d'accueillir les invités et de les mettre à l'aise. Durant notre brève discussion, les enfants nous avaient parlé des besoins alimentaires particuliers de leurs invités musulmans. Pour beaucoup de participants, c'était la première fois qu'ils allaient rencontrer des musulmans de leur âge et avoir l'occasion de passer du temps avec eux pour apprendre à les connaître, ce qui les réjouissait énormément.

Cet échange était sans contredit le fruit du développement des enfants et de leurs programmes dans les deux villages. À Sivanthivu en particulier, les améliorations concrètes apportées et la confiance que cela a suscitée semblait les avoir encouragés à se tourner vers l'extérieur et à chercher à dialoguer avec les autres. Pour accueillir les enfants de l'autre village, les enfants de Sivanthivu ont fait appel à leurs parents, de sorte que la collectivité a contribué à l'établissement du dialogue et d'une relation de confiance.

Aujourd'hui, les membres des deux clubs correspondent régulièrement; en outre, une deuxième visite a eu lieu. Dans cette région sérieusement bouleversée par le conflit entre les musulmans et les Tamouls, les liens durables entre les jeunes de ces deux groupes sont une chose rare et précieuse. Il est clair que cette réussite a nécessité du temps et beaucoup de doigté de la part des organismes qui ont offert leur soutien. Il s'agit d'une démarche visant à bâtir des amitiés et développer des relations de confiance, que les enfants ont entièrement prise en main, et non d'une simple mesure correspondant aux grands objectifs que se sont donnés les adultes.

31. D'après les comptes rendus de ce cas isolé survenu à l'été 2003, les participants palestiniens à un camp d'été en Italie ont été désorientés pendant plusieurs semaines à leur retour en Cisjordanie.

2.2.2 La prise en compte des causes du conflit

L'exemple de Sivanthivu montre ce que peuvent faire les enfants pour contribuer au changement social qui semble nécessaire à la paix durable. Nous sommes persuadés que leur potentiel a bien plus de chance d'être exploité si on a recours à un processus véritablement participatif qu'à des initiatives conçues par les adultes. Les projets participatifs que nous avons étudiés dans les trois pays semblaient donner l'occasion aux enfants de canaliser leur énergie et leur engagement afin de régler les problèmes de mauvais traitements, de discrimination et d'injustice qui sont au cœur des conflits dont ils subissent le contrecoup. C'était le cas particulièrement au Népal. Comme nous l'avons déjà dit dans la première partie de cette étude, la discrimination fondée sur les castes, le sexe et la situation sociale ou professionnelle de milieu social a amené un nombre croissant de Népalais à offrir leur soutien aux rebelles maoïstes dans leur combat contre les autorités au pouvoir. C'est de cette discrimination (ainsi que la pauvreté et la marginalisation qui en découlent) dont les enfants nous ont abondamment parlé dans les nombreux clubs et groupes que nous avons visités. Certains d'entre eux essayaient de faire cesser la discrimination qui empêchait les filles d'avoir accès à l'éducation, tandis que d'autres axaient leurs activités sur l'amélioration de la situation des dalits (intouchables) et d'autres castes inférieures. Nous avons rencontré à Nepalganj un groupe d'enfants qui voulaient mettre fin à la discrimination dont ils étaient la cible en tant que membres d'un groupe ethnique associé à l'industrie du sexe. À Bandipur, le chef d'un club d'enfants de la collectivité des dalits décrivait ainsi les problèmes de ce groupe :

> « À Bandipur, la plupart des enfants ne reçoivent pas d'éducation. Ils ne voulaient pas aller à l'école et apprendre, ce qui est le fait surtout des enfants des castes inférieures et des familles démunies. La pauvreté les force à travailler dur pour faire vivre leur famille, même enfants. Par conséquent, ils ne sont pas prêts mentalement pour les études. Alors, pour enrayer ce problème, notre club essaye d'organiser des réunions parents-enfants. Nous discutons ensemble et nous leur soulignons les problèmes. La plupart des parents ne viennent pas aux réunions. Mais nous nous efforçons de les y attirer. »

Les occasions que l'on donne aux enfants de se pencher sur des problèmes qui affectent profondément leur vie, telle la discrimination, semblent un moyen valable de canaliser leur énergie dans des activités importantes sur le plan social et susceptibles de contribuer à la paix. Qui plus est, cela peut les détourner des activités violentes dont le but est de changer la société et la dynamique politique. La citation suivante, d'une jeune femme qui a épaulé les maoïstes au Népal, illustre comment on peut en arriver à adhérer à de tels mouvements :

> « Avant la guerre du peuple, je ne savais rien de la politique ni des différents partis. Mais après le début des combats, un de mes proches parents a suggéré que je me joigne au groupe culturel local et m'a demandé d'aller aux répétitions. Je n'en ai pas parlé à mon père ni à ma mère, mais seulement à mon frère aîné, qui m'a dit : "Vas-y si tu ne tiens pas à la vie. Peux-tu porter un fusil sur ton épaule ?" J'ai répondu : Tu ne m'as pas laissée étudier et maintenant je veux essayer de résoudre les problèmes de mon peuple et de la nation. Je veux me battre pour la liberté. Si tu ne me laisses pas partir, je me rebellerai[32]. »

La participation des enfants palestiniens dans les confrontations violentes avec les autorités israéliennes nous est familière en raison de l'attention que leur accordent les médias. Ici, selon nous, il serait particulièrement important d'offrir aux jeunes des occasions de participer à des activités pacifiques valables à caractère social. Plus tôt dans cette étude, nous avons cité un jeune homme qui a pris part à un projet médiatique pour les

32. L. Onesto, "Nepal: Women Hold up Half the Sky!" (Népal : les femmes ont la moitié du ciel sur leurs épaules), RW on line, traduction d'une citation de Rachana, une guerillera de 18 ans.

jeunes, qui disait avoir constaté que « la plupart des jeunes gens étaient incapables de s'exprimer, ce qui provoque l'*explosion* dans la société ». Cela est particulièrement inquiétant dans un environnement hautement militarisé qui offre si peu d'occasions aux jeunes de jouer un rôle utile dans la lutte de leur peuple. Comme le faisait remarquer un travailleur humanitaire en Cisjordanie : « Maintenant, si vous voulez servir votre pays, la seule façon est de devenir combattant ou de servir de bombe humaine. Politiquement, socialement, dans la famille et à l'école, toute question que se posent les enfants sur leur avenir est étouffée. »

De ce point de vue, il paraît clair qu'il faudrait offrir aux jeunes des occasions adéquates de s'exprimer et de s'engager dans les situations d'urgence, plutôt que d'attendre que les conflits se résorbent. Le bien-fondé de ce raisonnement est illustré par cette citation d'un groupe d'adolescents journalistes de la PYALARA : « Parfois, nous restions une semaine entière à la maison sans savoir quoi faire de nous. Nous ne pouvions pas dire aux gens ce que nous ressentions envers la Palestine, car il n'y avait personne à qui parler. Mais maintenant, nous pouvons écrire quelque chose à la maison et l'envoyer à la PYALARA. Cela nous donne de l'énergie dans le cœur et nous réconforte. »

3. Défis : risques de la participation

3.1 *Les risques associés à la sécurité*

Dans un climat d'instabilité politique et d'insécurité, le simple fait de rassembler des gens pour réaliser des activités peut comporter des risques. Or, ces risques sont parfois plus grands pour les adolescents du fait que dans beaucoup de sociétés, l'énergie et l'enthousiasme des adolescents ne sont pas vus seulement comme une ressource, mais aussi comme une menace possible. Les activités qui requièrent le rassemblement d'un grand nombre de jeunes dans des lieux publics peuvent donc inquiéter les autorités militaires, ce qui peut conduire à des menaces ou à d'autres problèmes.

En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, bon nombre de projets amènent des enfants de différents villages ou villes à se retrouver en un même endroit. À l'époque de nos visites sur le terrain, il leur fallait souvent passer par de nombreux postes de contrôle et se tenir au courant des couvre-feux imposés par les autorités israéliennes. Pendant la période où le Népal était en état d'urgence (de novembre 2001 à août 2002), il était particulièrement dangereux pour les jeunes de se regrouper. Il semblerait d'ailleurs que beaucoup de clubs d'enfants aient alors suspendu ou limité leurs activités.

Pour les groupes de combat qui cherchent à enrôler des enfants, les rassemblements réguliers de jeunes représentent parfois une belle occasion de trouver des recrues. Cette éventualité préoccupait le personnel des organisations dans les trois pays visités. Au Népal, des projets participatifs étaient réalisés dans plusieurs villages éloignés, ce qui ne simplifiait pas le suivi pour les organismes de soutien. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, certaines organisations craignaient même de fournir un local pour permettre aux jeunes de se réunir, de peur que les activités aient une saveur politique qui pourrait faire réagir les autorités militaires israéliennes et leur attirer les reproches des médias.

Au Sri Lanka, où les TLET auraient recruté des enfants, plusieurs ont dit craindre que les activités participatives n'attirent l'attention sur les participants. De plus, en raison des compétences qu'ils acquièrent en matière de leadership, notamment, grâce à leur participation aux initiatives qu'ils ont eux-mêmes conçues, les enfants deviennent des candidats très intéressants pour les TLET, mais aussi des individus très suspects pour l'armée du Sri Lanka. Ce phénomène n'est pas apparu évident. Selon les membres du club d'enfants d'un village tamoul situé à la frontière du conflit, les relations avec les forces gouvernementales se sont améliorées après la création du club. Les cas de harcèlement ont diminué de façon significative, ce qui serait

attribuable au fait que les commandants locaux de l'ASL se sont aperçus que les enfants participaient à des activités qui n'avaient rien à voir avec le conflit. Au moment de notre visite, il nous a semblé que ces enfants avaient largement été épargnés par les efforts de recrutement des TLET, déployés dans d'autres villages de la région disait-on. Depuis, nous avons appris que, quelques mois plus tard, au moins un des principaux membres du club avait été recruté.

La sécurité des enfants peut aussi être menacée par la collectivité même. En effet, les activités participatives peuvent amener les jeunes à agir d'une façon ou à exprimer des idées que les adultes trouvent répréhensibles ou qui leur paraît défier l'ordre établi. Ce risque est toujours présent, mais dans un contexte où le seuil de la violence est particulièrement bas, il faut penser aux conséquences de la menace ressentie par les adultes.

Dans un village où musulmans et Tamouls vivent ensemble, dans l'Est du Sri Lanka, le club d'enfants était la seule institution réunissant les membres des deux collectivités de façon régulière. Les enfants étaient déterminés à bâtir de solides relations fondées sur la confiance et le respect, dans ce contexte par ailleurs marqué par les divisions. Bien que leurs efforts aient vraisemblablement suscité de bonnes réactions chez leurs parents en général, certains segments de la population locale étaient très mécontents de voir que des garçons et des filles des deux collectivités se mélangeaient. Aussi ont-ils cherché à entraver les activités. Même si le village est dans une région sous contrôle gouvernemental, les Tamouls ont réussi un moment donné à faire intervenir les TLET, qui ont interdit la poursuite de ces activités intercommunautaires. Les participants ont éprouvé beaucoup de frustration et de tristesse.

Dans les situations de conflit armé et de déplacement de populations, on peut vite avoir le sentiment de ne pas être maître de sa destinée. Il arrive alors que les enfants deviennent le seul objet d'autorité des parents. En conséquence, l'autonomisation des jeunes, que les projets participatifs encouragent et facilitent souvent, sont parfois très mal vus des parents et d'autres adultes, surtout dans les sociétés fortement hiérarchisées en fonction de l'âge et du sexe. Il y a donc des risques à assumer des rôles jugés inappropriés pour les jeunes (ou les filles). Dans un camp de réfugiés de Gaza, les membres du comité d'un club de jeunes ont été indignés lorsque nous avons évoqué la possibilité que les jeunes participent à la prise des décisions du club. Ce privilège était apparemment réservé aux hommes au moins dans la quarantaine, dont l'adhésion au comité était le signe de leur statut au sein de la collectivité. Comme l'a expliqué l'un des membres du comité, il était impensable que les jeunes s'assoient aux côtés de leurs aînés. Insister sur la pleine participation des jeunes au bon fonctionnement d'un club comme celui-là, même s'il a été mis sur pied pour les jeunes, risquerait de toute évidence de vexer un segment de la collectivité et d'entraîner une confrontation.

3.2 *Les effets négatifs directs*

Dans les sociétés où sévit un conflit armé, les enfants peuvent se sentir obligés d'assumer des rôles ou responsabilités plus larges ou différents. Il est important, alors, que les activités participatives ne représentent pas une charge supplémentaire. Quand beaucoup d'adultes de la collectivité deviennent désespérés et apathiques par suite de la perte de leurs biens matériels ou de leurs proches, l'énergie et l'enthousiasme des jeunes sont précieux. Cependant, les enfants, en tant que membres d'un groupe organisé et motivé, risquent de céder aux pressions et de se retrouver à assumer une responsabilité démesurée à l'égard du relèvement moral et de la reconstruction de leur collectivité. Au Népal, par exemple, les clubs d'enfants s'acquittent souvent de tâches courantes au profit de leur village, comme le nettoyage des rues, l'entretien des lieux publics (les toilettes par exemple) et l'organisation d'activités éducatives. Il faudrait donc assurer un contrôle minutieux pour éviter que la participation ne devienne de l'exploitation, même si cela n'était pas intentionnel. De même, les efforts que déploient des jeunes Palestiniens et Bhoutanais pour appuyer la cause de leur peuple et dénoncer les

violations des droits dont ils sont victimes ne devraient pas se substituer aux interventions des adultes de la collectivité, des organisations vouées aux droits de la personne et de la coommunauté internationale dans son ensemble.

Bien qu'ils soient souvent très conscients des relations sociales au sein de leur collectivité, les enfants ne saisissent pas toujours parfaitement le contexte politique dans lequel ils vivent et réalisent leurs activités. Ils pourraient donc ne pas entrevoir tous les obstacles pouvant nuire à leur action et les empêcher d'atteindre leurs buts. Il en résulterait un sentiment d'échec et de découragement si leurs attentes étaient trop élevées, comme l'illustre l'exemple du village de musulmans et de tamouls dont il a déjà été question.

Finalement, il faut faire preuve de prudence avant de promouvoir la participation des enfants dans les efforts de paix. Les enfants sont souvent d'ardents défenseurs de la paix, comme c'est la cas en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Ils peuvent aussi vouloir se rapprocher de collectivités opposées et être en mesure de le faire. Cependant, c'est précisément en raison de cette capacité qu'ils peuvent devenir la cible de ceux qui s'opposent aux efforts de paix et aux échanges intercommunautaires. Il est toujours périlleux de se faire remarquer dans un contexte caractérisé par l'instabilité politique, comme d'encourager les enfants à avoir des opinions et à adhérer à des valeurs qui sont acceptées par peu d'adultes, surtout si ceux qui ont le pouvoir ne les partagent pas.

4. Défis : effet d'entraînement

L'un des grands intérêts de l'approche participative est de faire en sorte que l'expérience, les préoccupations et les aspirations des jeunes influent sur les décisions qui affectent leur vie. Nous prétendons que ce postulat est aussi vrai pour les sociétés secouées par des remous politiques ou un conflit que pour toute autre société. En effet, lorsque les enfants se sentent tenus, à cause des conditions créés par un conflit, d'assumer des responsabilités plus importantes, il faut plus que jamais les faire participer aux décisions. Mais les problèmes d'ordre pratique et éthique que cela pose s'en trouvent accrus.

Certaines organisations qui soutiennent la participation des enfants sont toutefois portées à contenir les énergies, les idées et les activités réalisées. En ce sens, nous pourrions parler de « participation encadrée ». Le meilleur exemple de cette approche nous a été donné au Népal. Depuis le début des années 1990, de plus en plus de clubs d'enfants sont établis dans les villages grâce au soutien de nombreuses organisations locales et internationales. Il existe aujourd'hui un énorme réseau de clubs du genre dans le pays, qui visent tous à favoriser la participation des enfants au développement. Par ailleurs, comme le conflit s'est envenimé, certaines organisations œuvrant pour les enfants ont commencé à mettre sur pied des programmes liés explicitement aux conflits. Néanmoins, au moment de notre étude sur le terrain, aucune d'elles ne faisait participer les enfants de façon significative, et les clubs ne semblaient jouer aucun rôle, ni comme source d'information sur les effets du conflit sur les enfants ni comme tribune d'intervention. C'est donc dire que la participation des enfants demeure « encadrée », plutôt que d'être intégrée en tant que principe de fonctionnement dans tous les programmes.

La participation est limitée d'une autre façon également, qui a trait aux liens entre les projets participatifs et les mécanismes locaux de gouvernance et de prise de décisions. Au sein des clubs et groupes qu'ils dirigent, les enfants s'entendent sur les problèmes pour lesquels ils ont besoin d'aide, après les avoir bien définis, mais ils acquièrent aussi de la confiance et des aptitudes en communication, ce qui pourrait leur servir s'ils doivent un jour défendre leur cause et celle de leurs pairs dans des réunions officielles dominées par les adultes. Quoi qu'il en soit, nous n'avons eu connaissance que de quelques cas où les organisations s'efforçaient de mettre en relation les enfants participant à leurs projets et les instances décisionnelles locales, et de leur assurer une

place permanente dans ce système. Une seule exception a été observée dans le district de Surkhet, où SCUK, qui soutient plus de 300 clubs d'enfants, a été capable d'obtenir quatre sièges au conseil de la protection de l'enfance du district, pour les enfants élus par le réseau des clubs. D'après le personnel de SCUK, la présence régulière des enfants au conseil a eu diverses retombées : soutien plus important pour les activités des enfants dans le district, accès plus facile aux hauts fonctionnaires et changement général d'attitude chez les adultes qui, désormais, écoutent plus attentivement les enfants.

Mais la présence des enfants à une tribune où des décisions de nature politique ou budgétaire sont prises soulève des questions en ce qui concerne leur sécurité. Il est évident qu'il faut éviter avant tout que les enfants ne soient indûment exposés à des risques. Si les risques deviennent plus concrets, il peut s'avérer nécessaire de penser à d'autres moyens de présenter les vues et préoccupations des enfants, sans que la présence de ces derniers soit nécessaire.

Peu importe la voie empruntée, il nous faut examiner de plus près les retombées de ces liens fonctionnels établis entre les initiatives des enfants et les institutions et mécanismes de gouvernance. Le fait de miser sur l'énergie et l'engagement des jeunes, dans l'optique de leurs préoccupations à l'égard des causes ou des conséquences des conflits, peut amener un changement social positif et favoriser l'instauration d'une paix durable.

Conclusion : principales recommandations

Les efforts déployés pour intégrer et étendre la participation des enfants aux activités des organismes de développement augmentent de manière constante dans plusieurs régions du monde. Cependant, la participation des enfants aux efforts humanitaires, surtout dans les conditions instables qu'entraînent les conflits armés, suscite encore la réticence. Ici, l'accent est mis en général sur la prestation de services aux enfants et la protection de ces derniers par le personnel des organisations et les adultes mobilisés dans la collectivité. Nous avons étudié diverses activités qui démontrent non seulement qu'il est possible de faire participer les enfants aux activités dans des situations d'urgence, mais aussi que cela comporte d'importants avantages. Certains des avantages les plus intéressants ont été mis en lumière dans cette étude. Pour conclure, nous résumerons ici les principales constatations, sous la forme de recommandations qui pourraient guider les organisations humanitaires désireuses d'adopter une approche participative dans leur travail avec les enfants.

- Mettre en relation la participation des enfants et la protection, sous un angle positif. Les enfants vivant dans une région frappée par un conflit armé, surtout ceux âgés entre 12 et 18 ans, risquent souvent d'éprouver de la frustration, un sentiment d'isolement et du désespoir. De plus, ils ont un rôle potentiellement vital à jouer dans l'amélioration de leur propre protection et de celle de leurs semblables, surtout lorsque la vie de famille et celle de la collectivité sont perturbées par le conflit. La possibilité de faire participer les jeunes à des actions sociales significatives leur permettant de mieux se protéger eux-mêmes, devrait donc être considérée comme une mesure d'urgence, et non comme une option à envisager quand les conditions s'améliorent.
- Acquérir une bonne connaissance des conditions historiques, culturelles et sociales, surtout dans le contexte de la participation des jeunes dans les actions sociales et les processus décisionnels. Par exemple, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, il est important pour les décideurs de bien comprendre la part prise par les enfants à la première Intifada et les conséquences que cela a eues pour la société et les jeunes en Palestine.
- Adopter une attitude proactive par rapport aux donateurs, pour les amener à voir l'importance des programmes participatifs faisant appel aux jeunes.
- Travailler avec d'autres organisations afin d'arriver à un fort consensus sur l'éthique, les méthodes et les concepts liés à la participation des enfants dans les cas de conflits armés.
- Commencer chaque projet par une analyse sur place, réalisée avec les enfants et les autres membres de la collectivité.
- Voir à ce que la sécurité et le bien-être des participants et du personnel de soutien demeurent toujours la principale préoccupation. L'organisation conserve la responsabilité à cet égard et ne devrait pas la déléguer aux enfants. Il faut être prêt à suspendre toute activité ou à apporter des changements si les circonstances changent.
- Adopter une approche graduelle de l'élaboration des activités; laisser aux enfants le temps d'apprendre à se faire confiance et à faire confiance aux autres lorsqu'ils essaient d'exposer leurs idées et d'établir un réseau solide; laisser aux familles et aux membres de la collectivité le temps de s'habituer à cette façon de travailler, qui leur paraîtra très étrange dans bien des cas.
- Favoriser la participation des enfants. Il est peu probable que les enfants aient leur place, donc il faut leur en faire une en gagnant le soutien des parents et des personnes influentes dans la collectivité.

- Susciter une collaboration étroite entre les organisations locales et les organisations internationales. Cette collaboration est très précieuse puisque ces organisations ont un rôle complémentaire à jouer afin d'assurer le succès et la sécurité des projets participatifs. De plus, les deux groupes pourraient être appelés à faciliter la communication entre les enfants et les instances gouvernementales et autres.
- Permettre au personnel et aux participants de prendre part régulièrement à des activités de formation afin d'améliorer leurs capacités. Le contenu de telles formations devrait être négocié avec les participants et tenir compte des besoins et aspirations qu'ils ont exprimés.
- Encourager les enfants à assumer des responsabilités dès que l'occasion se présente et à chaque étape du cycle du programme, y compris la gestion des ressources.
- Offrir un soutien continu aux activités des enfants. L'élément le plus important de ce soutien devrait consister à mettre au service des enfants un travailleur sur le terrain capable de les conseiller et les aider au besoin.
- Faire le lien entre les projets menés par les enfants et le contexte plus large de la société civile et de la gouvernance locale.
- Encourager et promouvoir une culture de la participation au sein même de l'organisation. Les organisations qui maintiennent des relations fortement hiérarchisées parmi les membres du personnel sont peu susceptibles de réussir à promouvoir à long terme les activités participatives visant les jeunes. Il y aurait lieu, en pareil cas, d'examiner la situation et d'explorer de nouveaux modes de travail.